



samusocialInternational

RAPPORT
ANNUEL
D'ACTIVITÉ

20
25

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES	4
RAPPORT MORAL	5
CHIFFRES CLEFS	7
LES ACTIONS DU SAMUSOCIAL INTERNATIONAL EN 2025	8
LES ACTIONS SAMUSOCIAL À TRAVERS LE MONDE	23
LE RAPPORT FINANCIER	68
REMERCIEMENTS	73

L'utilisation du genre masculin est adoptée en tant que genre neutre afin de faciliter la lecture du document et n'a aucune intention discriminatoire de genre.

LISTE DES ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
CHU	Centre d'Hébergement d'Urgence
CHUSIP	Centre d'Hébergement d'Urgence avec Soins Infirmiers et Psychologiques
EJSR	Enfants et Jeunes en Situation de Rue
EJVR	Enfants et Jeunes Vivant en Rue
EMA	Équipes Mobiles d'Aide
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
MNA	Mineurs Non Accompagnés
MoSS	Ministère égyptien de la Solidarité Sociale
MPU	Mobile Protection Unit (Équipe Mobile d'Aide)
PDI	Personnes Déplacées Internes
SSBF	Samusocial Burkina Faso
SSG	Samusocial Guyane
SSI	Samusocial International
SSIEG	Samusocial International Egypte
SSM	Samusocial Mali
SSN	Samusocial Sénégal
SSPN	Samusocial Pointe-Noire
STIS	Séminaire Technique Inter-samusociaux
VBG	Violences Basées sur le Genre
VSS	Violences Sexistes et Sexuelles

RAPPORT MORAL

L'année 2025 a représenté une année marquante à bien des égards.

Année particulière pour tout le secteur de la solidarité internationale, tout d'abord. Cette année, **plus que jamais la solidarité internationale a été remise en question** dans ses fondements et ses moyens d'action. De décisions radicales en coupes budgétaires, la communauté internationale a mis un coup d'arrêt à des décennies de progrès qui avaient permis,

dans la lignée des grands engagements internationaux, de mobiliser des moyens de plus en plus importants en faveur de l'aide publique au développement. Au-delà de décisions liées à des politiques nationales d'austérité budgétaire, certains États ont remis en cause le principe même de contribuer financièrement à l'aide humanitaire et à la coopération au développement.

Ces décisions ont eu des conséquences très concrètes, pour les populations les plus fragiles ainsi que pour les organisations qui leur viennent en aide. Le Samusocial International et ses partenaires n'ont pas fait exception et ont dû s'adapter à la réduction, voire la baisse drastique de leurs soutiens.



*Par M. Jacques Carles,
Président du SSI*



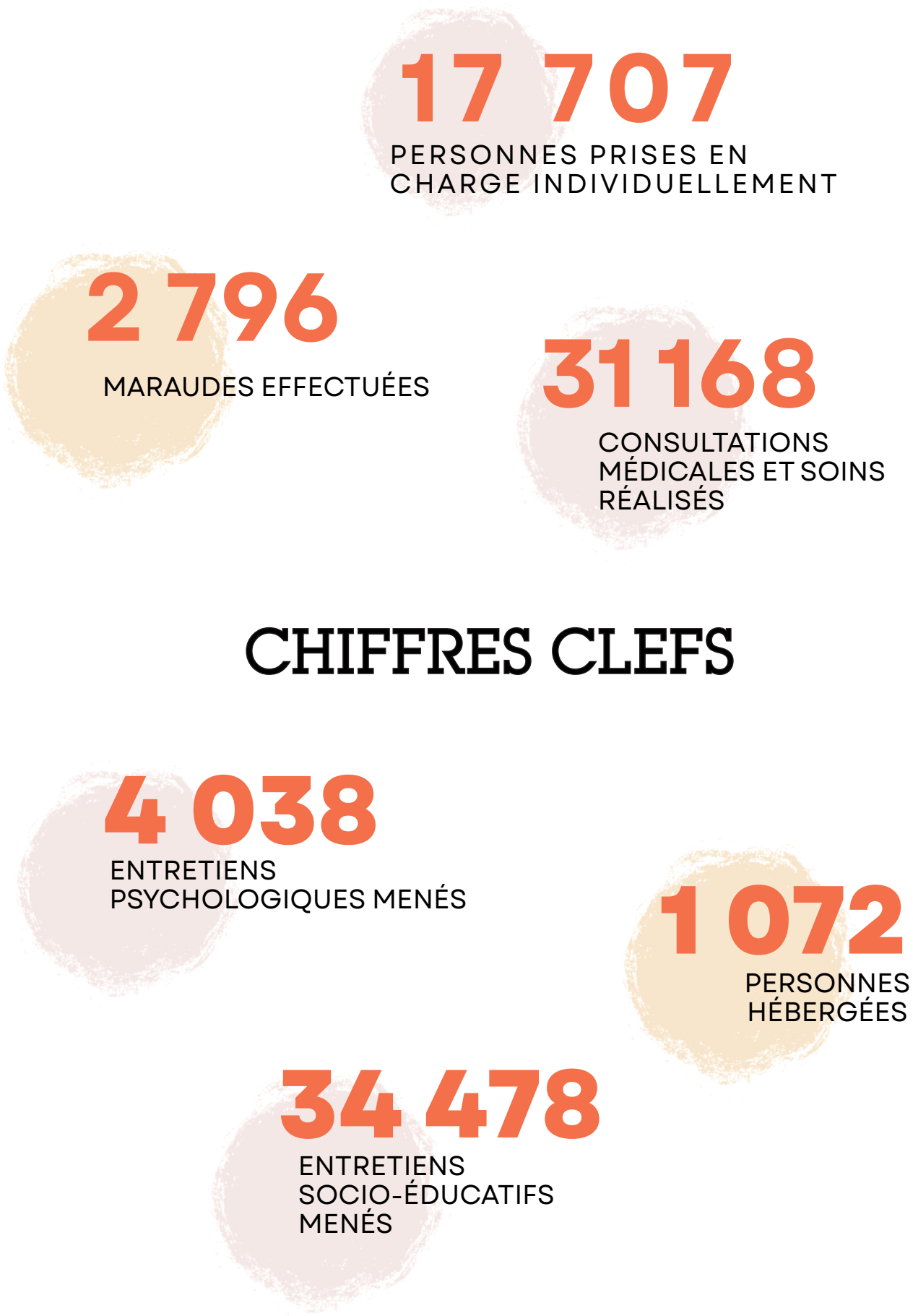
Année particulière aussi pour le Samusocial International, avec la **disparition de notre Fondateur et Président durant 25 ans, le Dr Xavier Emmanuelli**, le 16 novembre 2025. Le Samusocial International est né au carrefour de ses engagements et de sa pensée innovante et profondément humaniste. Il laisse une trace indélébile dans le monde de la médecine comme de l'action sociale, en France comme à l'international. Avec la création du concept et de la méthode Samusocial, le Dr Xavier Emmanuelli a initié la démarche d' "aller vers" et révolutionné

ainsi l'approche de l'accompagnement des plus vulnérables. Son héritage structure l'ensemble de notre action, dont il a défini les valeurs éthiques et fondatrices, les protocoles d'action et la place donnée à la transmission des savoirs. C'est sous son impulsion que les Samusociaux du monde entier œuvrent aujourd'hui auprès des personnes en situations de grande exclusion, changeant chaque année le destin de milliers de personnes vulnérables. À l'issue de cette année de bouleversements, c'est une grande fierté d'avoir pu assurer la continuité des initiatives pensées et portées par le Dr Xavier Emmanuelli.

Ce rapport annuel en témoigne : **la vision, les valeurs, les actions initiées par le Dr Xavier Emmanuelli sont plus que jamais vivantes.** Elles se sont illustrées en 2025 dans les services d'aide déployés par nos partenaires dans plus d'une douzaine de villes. Elles ont été nourries par l'appui-conseil continu à nos partenaires, ainsi que l'intense activité d'animation de réseau menée par le Samusocial International, avec notamment la tenue de quatre séminaires internationaux cette année. Nous avons dû procéder à des ajustements importants, avec notamment une réduction de notre équipe permanente et le basculement des séminaires internationaux en distanciel ; nous avons considérablement intensifié la recherche de fonds vers les acteurs du secteur privé. Comme nos partenaires, nous avons entrepris toutes les actions qui s'imposaient pour sécuriser et focaliser les moyens vers le cœur de notre mission.

Au-delà de 2025, nous continuerons de nous mobiliser pour aller toujours vers les plus exclus et continuer de porter les engagements et diffuser les enseignements du Dr Xavier Emmanuelli. A sa suite, avec nos partenaires et nos soutiens, nous porterons plus que jamais l'ambition de faire vivre la solidarité internationale pour ne laisser personne de côté.





17 707

PERSONNES PRISES EN
CHARGE INDIVIDUELLEMENT

2 796

MARAUDES EFFECTUÉES

31 168

CONSULTATIONS
MÉDICALES ET SOINS
RÉALISÉS

CHIFFRES CLEFS

4 038

ENTRETIENS
PSYCHOLOGIQUES MENÉS

1 072

PERSONNES
HÉBERGÉES

34 478

ENTRETIENS
SOCIO-ÉDUCATIFS
MENÉS

*Données annuelles d'activité 2025 cumulées pour les pays suivants :
Burkina Faso, Congo, Égypte, Mali, Liban, Pérou, Roumanie, Russie, Sénégal, Tunisie*



LES ACTIONS DU SAMUSOCIAL INTERNATIONAL EN 2025

I- ANIMER LES ÉCHANGES DU RÉSEAU

Le Samusocial International propose et organise des temps d'échange, de **partage de pratiques professionnelles**, de **capitalisation**, de **co-construction d'outils** et de **référentiels**. Ces espaces de rencontres visent à renforcer la **qualité des actions** menées auprès des personnes en situation de grande exclusion tout en nourrissant une **dynamique collective Samusocial** en termes opérationnels mais aussi stratégiques.

LES RENDEZ-VOUS ANNUELS

LES JOURNÉES DE COORDINATION

Les journées annuelles de coordination sont organisées chaque année depuis 2006 pour permettre à tous les directeurs et toutes les directrices des Samusociaux de participer à un temps collectif inter-pays entre pairs. Ce temps, au-delà de la prise de recul qu'il permet à chacune et chacun par rapport à son contexte propre, permet de mettre à jour ses **connaissances sur les actions menées par les autres organisations du réseau**, de **partager les informations concernant son propre Samusocial**, de nourrir ses **réflexions** et de renforcer ses **compétences** via des ateliers de formation, de partage d'expérience, de réflexion conjointe ou de co-construction.

Les Journées de coordination 2025 se sont tenues du 7 au 9 et du 14 au 16 octobre en visioconférence. Elles ont réuni **12 directeurs et directrices** des services Samusocial partenaires ainsi que l'équipe du Samusocial International.

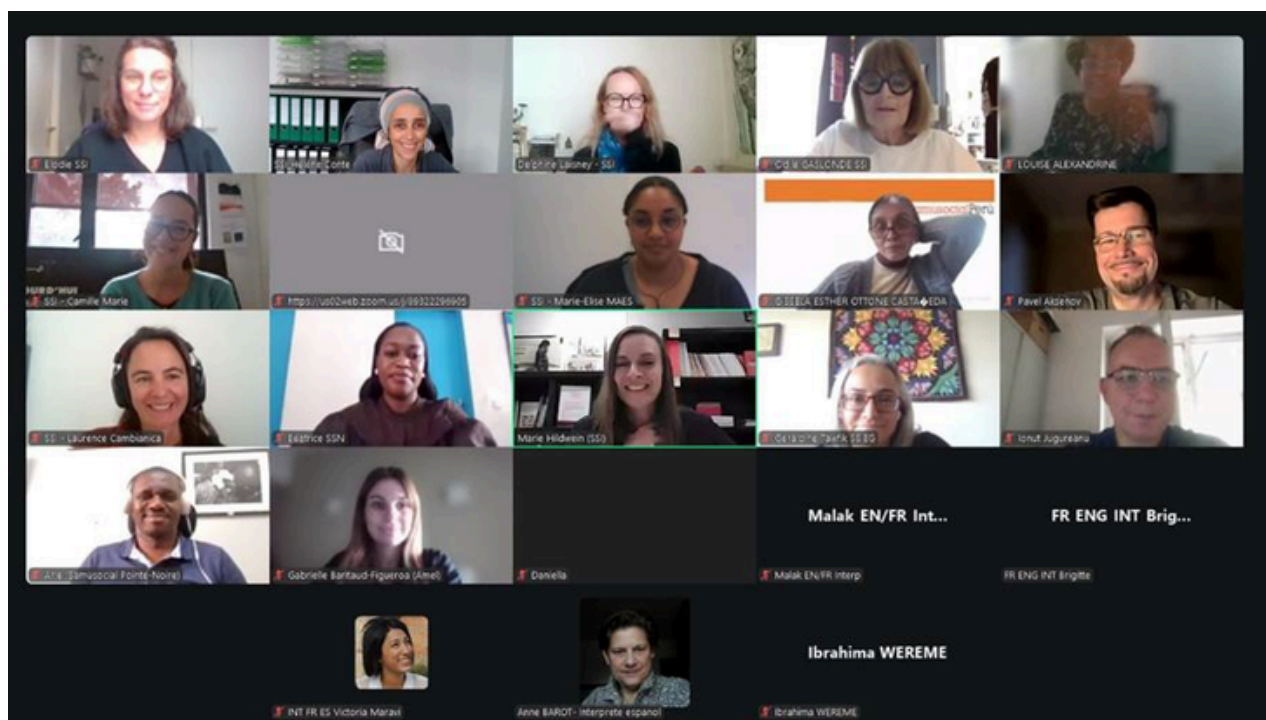
Ce séminaire a été l'occasion de faire un tour d'horizon de **l'actualité des partenaires** et de partager, entre pairs, les **temps forts et les difficultés** rencontrées depuis la dernière rencontre. Les témoignages ont notamment mis l'accent sur les **défis sécuritaires** induits par les différentes situations politiques, ainsi que sur les **contraintes économiques** liées aux baisses de financement et à l'instabilité qui touchent de nombreux pays. Les échanges ont également porté sur la **prise en charge des filles**, notamment car la proportion de filles et de femmes rencontrées en rue augmente.

Au-delà de ces échanges, le programme 2025 a permis de partager les expériences et de réfléchir sur des thèmes, en atelier ou tables rondes, tels que la **communication et le fundraising**, les pratiques de **prise en**



charge, les temps de rencontre du réseau international... Un temps a notamment été consacré à la **restitution d'une évaluation externe sur la dynamique de réseau**, dans le cadre de la convention programme avec l'AFD.

Enfin, les journées ont permis aux participants de découvrir des **pratiques professionnelles inspirantes**, telles que le programme pour accompagner les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles au Pérou, les stages mis en place en Egypte pour l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, ou encore les permanences médico-sociales organisées à la Maison d'arrêt et dans les commissariats de Pointe-Noire.



LES SÉMINAIRES TECHNIQUES INTER-SAMUSOCIAUX (STIS)

Les Séminaires Techniques Inter-Samusociaux sont des rencontres internationales entre **professionnels** des Samusociaux du réseau. Ciblont initialement et prioritairement les référents et référentes techniques Samusocial, ils peuvent être élargis à d'autres professionnels, selon les objectifs et les thématiques. Selon les enjeux identifiés, ils peuvent cibler des **échanges d'expériences**, de la co-construction d'**outils techniques ou méthodologiques**, de la **capitalisation**, ou encore du **renforcement de compétences et de capacités**. Quel que soit l'objectif prioritaire de chaque STIS, la richesse de ces derniers repose sur les partages d'expériences au sein du réseau, que favorisent ces rencontres régulières. L'année 2025 a marqué l'initiation d'un nouveau rythme pour ces STIS, qui sont désormais **bi-annuels**.

STIS N°1, SUR LA THÉMATIQUE DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES - LES 18 ET 25 FÉVRIER ET 4 ET 6 MARS 2025, EN VISIOCONFÉRENCE

Au cours de ce séminaire, se sont déroulées trois sessions de **formation sur les violences sexistes et sexuelles**, animées par une consultante externe, Lucille Terre, qui avait déjà coordonné le processus de co-construction du référentiel genre. Cette formation était destinée aux **8 référents et référentes techniques ainsi qu'à 12 intervenants médico-sociaux** des Samusociaux Burkina Faso, Mali, Sénégal, Pointe-Noire et du Samusocial International Egypte. Les supports de formation, qui ont été partagés à l'issue des sessions, permettront aux référents et référentes techniques Samusocial de **préparer leur propre programme de formation** sur la thématique des VSS afin de former à leur tour l'intégralité des équipes.

Un atelier sur l'appui à la mise en œuvre de l'**autodiagnostic du référentiel genre** a également été organisé avec les référents et référentes techniques. Les standards ont été repris un par un et ce pour les 3 services : EMA, Centre d'Accueil et Hébergement, Réinsertion et sortie de rue. L'objectif était d'avoir une **lecture commune des standards** afin de faciliter la mise en œuvre de l'autodiagnostic par la suite dans chaque Samusocial.



Ce séminaire a permis aux participants et participantes d'acquérir des outils pour **renforcer leur capacité à répondre aux situations de VSS**. Les équipes sont aussi demandeuses de davantage de renforcement de leurs compétences dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la prise en charge des victimes.

STIS N°2 - DU 9 AU 11 ET DU 15 AU 16 SEPTEMBRE 2025, EN VISIOCONFÉRENCE

Le second STIS de l'année a réuni **7 référents et référentes techniques**, pour le Burkina Faso, l'Egypte, le Mali et Pointe-Noire. Les échanges ont permis d'aborder les préoccupations, expériences et pratiques professionnelles sur des thématiques conjointement pré-identifiées. Les échanges ont été denses. Ils ont notamment permis de partager des stratégies de réponse en termes d'adaptation des maraudes dans les contextes à fort **défi sécuritaire** et d'ajustement des services dans des contextes de **contraintes budgétaires**.





Des retours d'expériences ont été réalisés sur les **nouveaux hébergements** ouverts par des Samusociaux, ainsi que sur le développement des **projets d'insertion professionnelle** des jeunes. La prise en compte des besoins spécifiques de **genre**, notamment dans l'organisation et le fonctionnement des maraudes, a également été au cœur d'une session dédiée. Un atelier sur la complexité des **prises en charge des personnes vivant avec une dépendance aux produits psychoactifs** a permis de renforcer les analyses relatives à la demande de sevrage et de réfléchir aux pratiques de parcours de soin. Enfin, la **participation des enfants et jeunes dans les actions de plaidoyer** a été abordée afin de mieux identifier les enjeux et les points de vigilance.

LES SÉMINAIRES INTER-PRÉSIDENTS

Le Séminaire Inter-Présidents est l'espace d'échange le plus récent créé au sein du réseau. Il vise à permettre aux gouvernances des organisations portant le nom de Samusocial de se retrouver afin de **mieux se connaître** mais aussi de réfléchir ensemble à des **enjeux communs**. Inaugurés en 2021, ces séminaires visent à incarner "un espace consultatif pour la promotion et le renforcement des partenariats et pour une vision stratégique partagée du développement du réseau Samusocial à l'International", comme définis collectivement dans les termes de référence du Comité Inter-Présidents adoptés par consensus en 2022.



Ils réunissent les Présidents et Présidentes de toutes les associations Samusocial et permettent des consultations notamment dans les domaines suivants:

- Les principes communs à tous les Samusociaux,
- Le réseau Samusocial International
- Les outils de gestion de partenariats
- Les modalités de résolution de conflit entre SSI et un Samusocial
- La mobilisation du réseau en cas de problème rencontré par un Samusocial
- Le déploiement de nouveaux Samusociaux
- La représentation institutionnelle du SSI et le plaidoyer international
- L'évolution des champs d'intervention des Samusociaux et les séminaires inter-pays

Deux Séminaires Inter-Présidents se sont tenus en 2025 par visioconférence.

LE SÉMINAIRE DES 30 ET 31 JANVIER 2025

Le séminaire a mobilisé des membres du Conseil d'Administration de huit Samusociaux.

Au cours des échanges, il a été discuté le projet de **nouvelle convention-cadre**.

Ces discussions s'inscrivent dans une dynamique d'évolution des relations partenariales, chacun étant de plus en plus autonome tout en restant attaché au lien avec le réseau. Cette nouvelle convention, jugée plus claire et adaptable, pourra également faire l'objet de discussions au sein de chaque Samusocial.

Cette rencontre a également permis au SSI de présenter sa politique de lutte contre les pratiques prohibées. Enfin, les participants et participantes ont pu aborder la politique de protection des bénéficiaires, qui doit être adoptée par chaque CA.



LE SÉMINAIRE DU 20 OCTOBRE 2025

Ce séminaire a rassemblé les représentants et représentantes des gouvernances de six Samusociaux, ainsi que du Samusocial International. Il a permis de réfléchir aux **enjeux et perspectives liés à la dynamique de réseau**. A cette occasion, les conclusions de l'**évaluation externe finale sur la dynamique de réseau**, menée dans le cadre de la phase 2 de la Convention programme avec l'AFD (2022-2025), ont pu être présentées. Parmi les recommandations retenues, beaucoup d'éléments sont déjà mis en place.

→ Il a ainsi été conclu l'existence d'un **réseau fort dont tous souhaitent assurer la continuité**. Si certains aspects peuvent être améliorés, aucune transformation profonde n'est envisagée.

COORDINATION DE RENCONTRES INTER-PAYS

Les échanges inter-pays peuvent aussi prendre la forme de missions d'une équipe auprès d'un autre dispositif de services Samusocial afin d'enrichir les connaissances professionnelles, de découvrir de nouvelles modalités d'intervention, d'échanger sur les difficultés et les défis.

Du 29 septembre au 3 octobre 2025, une mission du Samusocial International Egypte (SSIEG) et de son partenaire ARK a été réalisée au Samusocial Brussels et accompagnée par la responsable des ressources techniques du Samusocial International.

Cette mission s'est particulièrement inscrite dans la dynamique du SSIEG de développement de ses **activités en faveur des filles et des femmes** :

- maraudes spécialisées,
- accueils de jour pour les mères et leurs enfants en bas âge,
- micro-unités d'hébergement d'urgence cogérées avec l'ARK.



Au cours de cette rencontre, l'équipe du SSIEG (4 personnes) et celle de l'ARK (2 personnes) ont **participé à des maraudes avec prise en charge de femmes, visité des lieux d'accueil de jour ainsi que des centres d'hébergement pour femmes seules, avec enfants, pour familles.**

La problématique des **addictions** a aussi été abordée, en termes de **stratégie de réduction des risques**, via un atelier d'échanges organisé avec l'association Transit, partenaire du Samusocial Brussels. Deux centres d'hébergement pour les **mineurs non accompagnés**, dans des parcours d'exil, ont également été visités.

II- APPUYER ET CONSEILLER LES PARTENAIRES

Le Samusocial International a poursuivi son soutien aux professionnels et aux partenaires Samusocial dans le monde. Ce soutien s'est traduit, d'une part, par de l'**appui technique** sur le volet **opérationnel** en termes de **publics rencontrés** et de **services de prise en charge**, ainsi que dans le domaine de la production d'**outils et d'études**. D'autre part, un soutien a été apporté aux équipes support en matière de **gestion administrative et financière**, de **gestion de projets**, de **mobilisation des fonds** et de **communication**.

EN MATIÈRE D'AMÉLIORATION CONTINUE DES ACTIONS AUPRÈS DES POPULATIONS EN GRANDE EXCLUSION

Dans le cadre de sa mission de soutien à la création et au développement de dispositifs de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain, le Samusocial International, via son **département des Ressources Techniques et des Enseignements**, propose des services qui contribuent à **renforcer les interventions** en faveur des personnes socialement exclues. L'objectif majeur est de **transmettre les savoirs, savoir-faire et savoir-être**, issus du **corpus théorique de la Méthode Samusocial** d'analyse situationnelle et d'intervention méthodologique, et de constamment alimenter et enrichir ce corpus par la recherche-action et la capitalisation des expertises de ses partenaires opérationnels dans le monde.

FORMATION INITIALE ET CONTINUE

Les activités de formation s'adressent aux équipes de direction, de coordination et d'intervention du dispositif opérationnel et peuvent concerner :

- Les **notions – clés** de compréhension, générales sur l'**exclusion** et spécifiques en termes de **public visé** (enfants, adultes isolés, familles / vivant en rue, dans des abris précaires ou dans des zones urbaines marginalisées)
- La **méthodologie d'intervention** et du travail en **réseau de prise en charge**
- Les outils et procédures de la **direction des opérations**, du recueil et des bases de **données sur les bénéficiaires** et les **activités**



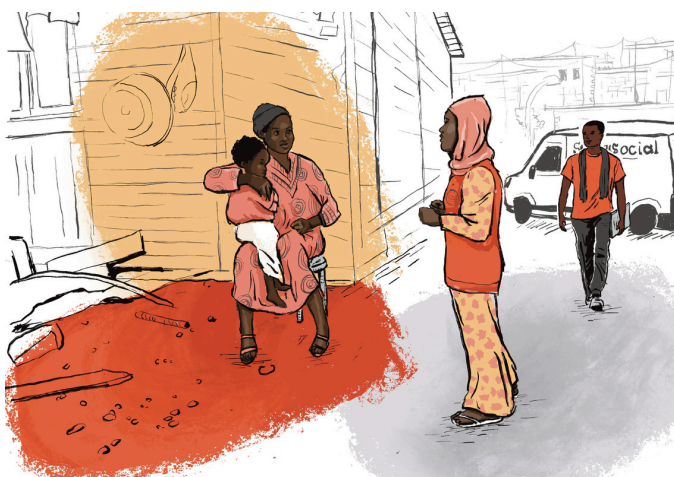
Des sessions peuvent également être organisées avec des **intervenants externes spécialisés** en fonction des besoins spécifiques des équipes (en psychologie, en santé...).

EN 2025, CELA S'EST CONCRÉTISÉ PAR...

- une session de formation initiale pour la nouvelle coordinatrice de la Mobile Protection Unit de l'association Amel International
- une formation sur les violences sexistes et sexuelles, dans le cadre du 1er STIS 2025 (20 personnes participantes)
- une formation à destination des personnes référentes au Samusocial Guyane en charge de l'accompagnement à la prise de fonctions des nouvelles recrues au sein de l'équipe opérationnelle (10 personnes participantes)

ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE CONTINU

Des sessions techniques régulières en distanciel et des missions permettent, en fonction des besoins exprimés et/ou identifiés, de **renforcer les capacités d'analyse** des problématiques des populations rencontrées dans l'intervention, de conseiller sur les **stratégies et modalités opérationnelles** des services de prise en charge et de contribuer à **l'évolution des pratiques professionnelles** des équipes du dispositif opérationnel.



EN 2025, CELA S'EST CONCRÉTISÉ PAR...

- Une mission technique auprès de l'équipe du Samusocial Pérou du 11 au 18 avril
- Une mission technique auprès du Samusocial Pointe-Noire du 21 au 25 juillet
- 43 sessions en distanciel d'appui-conseil aux directions et / ou directions des opérations / coordinations des services des partenaires du SSI

Cet appui-conseil, à la demande des partenaires, concerne également les plans de **formation continue** des équipes opérationnelles, le **management** des équipes, la **gestion des données** sur les bénéficiaires et les activités. Des soutiens aux **prises de décision** concernant des contextes d'intervention ou des situations individuelles complexes font également partie de l'accompagnement technique continu proposé par le Samusocial International.

FOCUS - Appui spécifique dans le cadre d'une collaboration avec l'association luxembourgeoise Inter-Actions

Inter-Actions est une association venant en aide aux personnes sans abri à Luxembourg, qui agit notamment via Premier Appel, un service mobile d'aide allant à la rencontre des personnes en rue, en soirée. Désireuse de doter ce service d'une dimension médicale, l'association a sollicité l'appui du SSI. L'équipe des ressources techniques s'est donc rendue à Luxembourg les 11 et 12 août, pour rencontrer les responsables et intervenants d'Inter-Actions et conseiller sur les modalités d'organisation et de fonctionnement d'une équipe mobile d'aide médico-sociale.



APPUI À LA CRÉATION DE SUPPORTS TECHNIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES

Le SSI propose ou co-construit des **outils** et accompagne ses partenaires dans les processus d'adaptation et d'évolution des outils, dans les domaines de l'organisation et du fonctionnement du **dispositif opérationnel**, de la **gestion des données**, de la **prise en charge des bénéficiaires**, du processus participatif de **développement des services opérationnels dans une démarche qualité**.



EN 2025, CELA S'EST CONCRÉTISÉ PAR...

- Appui à la réalisation, par une consultance externe, d'un guide pratique sur la protection et l'accès aux droits pour les mères et leurs enfants dans le contexte des normes juridiques et pratiques administratives et sociales en Egypte, s'agissant d'une problématique spécifiquement rencontrée par le SSIEG, concernant les mères célibataires et leurs enfants nés hors mariage.
- Production d'un support de formation sur les violences sexistes et sexuelles (adaptation du support utilisé par la formatrice, Lucille Terre, pour la formation des équipes Samusocial lors du 1er STIS 2025, actuellement disponible en français et en espagnol).

ÉTUDES ET CAPITALISATION



Des études, des cahiers thématiques, des rapports sociodémographiques, des guides méthodologiques, sont réalisés par le Samusocial International et ses partenaires afin de **diffuser les savoirs théoriques et expérientiels** Samusocial, renforcer la **professionnalisation** du secteur de l'action contre l'exclusion et **mobiliser tous les acteurs nationaux et internationaux**.

En libre accès sur <https://samu-social-international.com/centre-de-ressources/>

FOCUS - Étude "Des enfants sans droits" réalisée par le SSPN et le SSI

L'État congolais, en ratifiant la Convention Internationale des Droits de l'Enfant et la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'enfant, a reconnu l'existence de droits spécifiques aux enfants. Pourtant, certains, comme les enfants et jeunes vivant en rue, voient ces droits systématiquement bafoués. Réalisée entre juillet 2024 et mars 2025, cette étude ambitionne de transmettre des connaissances exhaustives pour contribuer à la reconnaissance pleine et entière des droits fondamentaux de cette population extrêmement vulnérable. Dans une perspective pluridisciplinaire, l'étude aborde à la fois les caractéristiques du phénomène à Pointe-Noire, les réalités de vie des enfants et des jeunes en situation de rue, le cadre normatif qui les concerne et le système d'acteurs à Pointe-Noire. En donnant la parole aux enfants et jeunes, via des récits de vie et des focus groupes, l'étude entend aussi déconstruire les représentations stigmatisantes dont ils et elles sont quotidiennement victimes.

EN 2025, CELA S'EST CONCRÉTISÉ PAR...

- La finalisation et la publication de l'étude « Des enfants sans droits » réalisée par le Samusocial Pointe-Noire et le Samusocial International.
- La finalisation et la diffusion de l'enquête 2025 sur les violations des droits des enfants en situation de rue réalisée par le Samusocial Mali et le Samusocial International.





RAPPORT D'ENQUÊTE

SUR LES VIOLATIONS DES DROITS DES ENFANTS
EN SITUATION DE RUE (ESR) A BAMAKO



2025

LE SAMUSOCIAL MALI INTERVIENT
QUOTIDIENNEMENT À BAMAKO AUPRÈS DES
ENFANTS ET JEUNES DE LA RUE, À TRAVERS
UNE PRISE EN CHARGE MÉDICALE,
PSYCHOSOCIALE ETC...

66 85 83 37



samusocialmali@gmail.com



samusocialmali.org



Hippodrome,
BP E 3400, Bamako, Mali



FOCUS - Rapport d'enquête 2025 sur les violations des droits des enfants en situation de rue au Mali

Afin de contribuer à la promotion et à la protection des droits humains des personnes victimes de violences, de privations ou de violations des droits, le Samusocial Mali s'est engagé à développer des mécanismes de collecte, de documentation et de diffusion, des privations et violations des droits subies par les enfants en situation de rue. Le rapport 2025 initie cet engagement à vocation annuelle et destiné à mobiliser les défenseurs des droits humains pour une action concertée et collective auprès des entités redevables des obligations de mise en œuvre des droits de l'enfant. Le rapport a été diffusé auprès des autorités, des partenaires techniques et financiers, lors de la célébration, à Bamako, de la journée internationale des Droits de l'enfant du 20 novembre 2025.

EN MATIÈRE DE GESTION ET DE MOBILISATION DE FINANCEMENTS

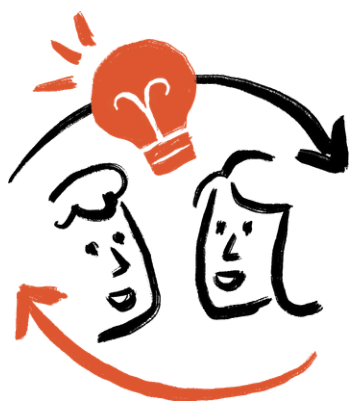
Le Samusocial International a assuré une **assistance technique continue** à ses partenaires en matière de **gestion administrative et financière**, ainsi qu'à la gestion des **contrats de financement** et la **recherche de fonds**.

OBJECTIFS :
contrôle qualité et renforcement
des capacités des partenaires

30

**CONTRATS DE FINANCEMENTS
SUIVIS OU APPUYÉS**

par les chargés de programmes, tous
partenaires confondus



Les **chargés de programmes** jouent un rôle pivot dans la mise en œuvre et le suivi des partenariats. Référents directs des partenaires dans les pays, ils les **accompagnent dans le déploiement des programmes** soutenus par des partenaires financiers, tout en veillant au respect des valeurs, principes et engagements du réseau. À la croisée des **enjeux opérationnels, financiers et institutionnels**, ils assurent une interface fluide entre les équipes de direction des partenaires, les bailleurs et le Samusocial International.

Cela s'est traduit par l'appui à la **production de rapports financiers**, l'accompagnement du **renforcement des procédures** et un soutien dans les **montages de dossiers de financement**.

Le SSI a également assuré une **prospection active**, pour et avec ses partenaires, pour identifier les opportunités auprès des bailleurs de fonds internationaux publics et privés, ainsi qu'un accompagnement au **développement des recherches de fonds en local**.

En septembre 2025 la responsable fundraising du Samusocial International a quitté ses fonctions, en septembre, après 6 années de collaboration. Le contexte budgétaire étant particulièrement contraint, son remplacement a été suspendu, et sa fonction reprise à différents niveaux au sein de l'équipe, avec le soutien du Conseil d'Administration. C'est ce qui a permis de maintenir un **rythme soutenu dans l'identification d'opportunités de financement** et d'assurer la **continuité de l'accompagnement au dépôt des dossiers de projet**.

Ce travail a donné lieu au dépôt de dossiers de demande de financement, par les Samusociaux partenaires et / ou le Samusocial International. Ce soutien permet de démultiplier les chances, pour les partenaires, d'accéder aux moyens de soutenir leurs actions essentielles auprès des publics en grande exclusion.

26

**OPPORTUNITÉS DE
FINANCEMENT IDENTIFIÉES**
tous partenaires confondus



EN 2025, CELA S'EST CONCRÉTISÉ PAR...

MALI

- Travail coordonné entre la chargée de programmes du SSI et le Directeur du Samusocial Mali sur des dossiers tel que : recherche de nouveaux financements, préparation d'activités (événements, sessions de formation...), recrutement de prestataires, élaboration de supports de communication, appui-conseil sur la comptabilité annuelle, suivi / reporting des activités et des dépenses dans le cadre des divers projets
- Travail coordonné avec le département communication et fundraising du SSI, sur l'organisation de certains événements (conférence de presse), l'élaboration de supports de communication, la rédaction d'articles, l'animation des pages Facebook et LinkedIn du Samusocial Mali

BURKINA FASO

- Actions conjointes de recherche de fonds, notamment dans le cadre du projet de construction du centre d'hébergement d'urgence pour les enfants et jeunes vivant en rue
- Travail coordonné pour la gestion des contrats de financement

ROUMANIE

- Accompagnement du processus de fusion pour la création de la Fondation Parada-Samusocial
- Appui pour l'identification de nouvelles opportunités de financement

ÉGYPTE

- Réunions de suivi toutes les 2 semaines permettant le partage d'information, le suivi des projets, la réflexion conjointe sur les opportunités et pistes de développement.
- Une mission de suivi de la chargée de programmes en octobre, qui a permis d'assurer le suivi des principales activités mises en œuvre par le Samusocial International en Egypte et des différents contrats en cours.

SÉNÉGAL

- Appui pour l'identification de nouvelles opportunités de financement
- Travail coordonné pour le montage et la gestion des projets co-portés

LIBAN

Réunions régulières de pilotage entre la coordinatrice de projet MPU Amel et la chargée de programmes du SSI afin d'échanger sur la mise en œuvre et le suivi des activités et leur adaptation à une situation en constante évolution.

PÉROU

- Réunions régulières entre la chargée de programmes et la directrice du Samusocial Pérou, qui ont permis d'assurer le suivi des projets, le suivi budgétaire et de coordonner le montage de dossiers de financement.
- Appui pour l'identification de nouvelles opportunités de financement

CONGO

- Formation de la nouvelle chargée administrative et financière aux outils budgétaires du SSI
- Soutien sur le suivi budgétaire et comptable, sur la mise en concurrence des prestataires, la recherche de financements, la communication ainsi que le suivi et reporting des projets
- Contribution à la mise en place d'un comité de fundraising

III- TRANSMETTRE LES SAVOIRS ET SAVOIR-FAIRE À TRAVERS LES ENSEIGNEMENTS



48

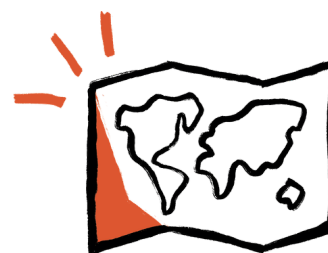
ÉTUDIANTS

ont suivi les enseignements universitaires du Samusocial International en France

Les enseignements du Samusocial International développent une approche théorique et méthodologique novatrice, interdisciplinaire (médicale, psychologique, sociale, éducative, juridique) et en interaction constante avec des expériences et pratiques professionnelles multi-pays.

En 2025, le SSI est intervenu dans quatre formations:

- Université Paris Cité, faculté des Sciences Fondamentales et Biomédicales - **Diplôme universitaire : Enfants et jeunes « de la rue », Comprendre pour agir** (100h)
- Sciences Po - Master PSIA : **Cours thématique “L’exclusion sociale en milieu urbain”**, avec organisation d’observations pratiques dans des services de maraude et d’accueil de jour (24h)
- Université Sorbonne Paris Nord - Master 2 mention Science politique - Parcours coopération internationale et ONG, UFR Droit, Sciences Politiques et Sociales : **Module “L’action non gouvernementale en matière de lutte contre l’exclusion sociale”** (12h)
- Ircom - Master 2 Management de la Solidarité internationale et de l’Action sociale : **Cours “Agir contre l’exclusion : une urgence permanente”** (2h)



Le Département des ressources techniques et des enseignements propose un appui-conseil aux Samusociaux partenaires pour la conception et la mise en œuvre de leurs projets d’enseignement universitaire.

5

SAMUSOCIAUX

ont enseigné dans les cursus universitaires du SSI

Le Samusocial Burkina Faso, le Samusocial Mali, le Samusocial Pointe-Noire, le Samusocial Brussels et le SSI Egypte sont intervenus dans les enseignements du SSI

Dans le cadre du DU Enfants et jeunes « de la rue », Université Paris Cité et du module dispensé dans le Master 2 Coopération internationale et ONG, Université Sorbonne Paris Nord



LES ACTIONS SAMUSOCIAL À TRAVERS LE MONDE

La publication de notre rapport annuel d'activité est aussi l'occasion de mettre en lumière les actions menées par nos partenaires à travers le monde, avec notre soutien. La présentation ci-après des dispositifs, de leurs activités et de leurs temps forts 2025 est réalisée sur la base des informations communiquées par les partenaires.



HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU CONTEXTE

Créé en 2001, le Samusocial Mali (SSM) intervient dans la ville de Bamako auprès des personnes en situation de grande précarité, notamment les enfants et jeunes vivant en rue (EJVR) et depuis 2020, les personnes déplacées internes (PDI). Ces deux problématiques ont été, soit aggravées par la crise multidimensionnelle que traverse le Mali depuis 2012, soit engendrées directement par celle-ci. L'accès aux sources de financement internationales s'est complexifié, et 2025 a également été marquée par une crise d'approvisionnement du pays en hydrocarbures.

Le SSM a progressivement renforcé et adapté son dispositif pour faire face à l'ampleur et à la complexité des vulnérabilités de ces groupes-cibles. En 2024, le SSM a ouvert un centre d'hébergement d'urgence avec soins infirmiers et psychologiques (CHUSIP) et initié, en partenariat avec les défenseurs des droits humains, un mécanisme de documentation et de diffusion des situations de violations de droits et de violences faites aux EJVR. Aussi, son programme d'intervention auprès des PDI n'a eu de cesse de se renforcer, évoluant d'une simple action de protection des enfants sur les sites vers un programme de renforcement de la résilience des familles déplacées internes.

PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Les enfants et jeunes vivant en rue (EJVR) à Bamako : ce sont des enfants et jeunes qui survivent dans les rues de Bamako, majoritairement âgés de 12 à 25 ans, un public mixte qui inclut des jeunes mères isolées avec enfants. Ils sont issus des localités de l'intérieur du Mali, des zones périphériques de Bamako et des milieux défavorisés de la capitale. Sans protection familiale et n'ayant pas accès à l'information et aux services de santé, ces enfants et jeunes sont exposés au quotidien aux violences, à la maladie, aux troubles psychologiques. Les besoins de ces populations sont d'ordre médical, psychosocial, éducatif et psychologique. En lien avec la crise que connaît le pays, le SSM a constaté une forte augmentation de la population des EJVR, notamment depuis 2015, passant d'une moyenne de 800 à plus de 2000 bénéficiaires par an.

Les personnes déplacées internes (PDI) sur les sites de Faladié et Sénou : victimes directes de la crise sécuritaire du Mali, elles sont originaires des régions du centre du pays et sont arrivées à Bamako, pour la majeure partie, entre 2018 et 2019 suite à une spirale dans les conflits communautaires et attaques terroristes qui ont semé la terreur dans leur localité. Sur les sites PDI où le SSM intervient, 58% des personnes sont des mineurs, et les filles et femmes représentent respectivement 62% des mineurs et 74% des majeurs. Sur les sites, les enfants vivent dans la grande précarité et exposés aux risques sanitaires et psychologiques, vulnérables à diverses formes de violences, d'abus et d'exploitation (mendicité, petites ventes ambulatoires, abus et exploitation sexuels). Leurs principaux besoins concernent ainsi l'accès aux services médico-psychosociaux, à l'éducation et aux opportunités d'insertion économique.

ACTIVITÉS



Équipes Mobiles d'Aide

Maraudes 3 nuits/7 sur les sites de vie des enfants et jeunes vivant en rue (EJVR) et dans les quartiers accueillant des PDI. Maraudes spécifiques jeunes filles et jeunes mères 1 fois/semaine. Permanences de jour en rue, permanences médico-sociales sur les sites PDI, dans les centres d'hébergement et dans les centres de détention. Visite au domicile des familles les plus vulnérables. L'intervention régulière et de proximité des Equipes Mobiles d'Aide (EMA) permet de répondre aux besoins urgents des EVJR, contribue à rétablir un lien social, premier pas essentiel à la réinsertion sociale. Elle permet de prévenir les risques de rupture familiale et d'identifier les enfants et jeunes en danger afin de les mettre à l'abri. Les EMA sont composées d'un chauffeur accueillant social, d'un soignant (infirmier ou médecin), d'un travailleur social.

Services : suivi, consultations et soins médicaux et psychosociaux, orientations d'urgence pour hospitalisation ou hébergement, entretiens sociaux, causeries éducatives, distribution d'eau et de compléments alimentaires.



Orientations et aides à l'insertion

- Orientations vers les services de droit commun.
- Médiations familiales, afin de mieux connaître les raisons de la situation de rue, le parcours de l'enfant et sa famille, d'envisager des possibilités de renouement familial et, le cas échéant, d'accompagner et de suivre les retours en famille.
- Recherche de placement institutionnel de longue durée ou dans des structures de formation professionnelle.
- Appuis à l'installation dans des ateliers ou dans des activités génératrices de revenus.



Hébergement d'Urgence / Centre de jour

-Centre d'Hébergement d'Urgence avec Soins Infirmiers et Psychologiques (CHUSIP) : 7j/7 et 24h/24, pour une mise à l'abri des enfants en danger en rue. Il offre une solution d'hébergement à court ou moyen terme (quelques jours à plusieurs mois) jusqu'à 15 enfants, jeunes et jeunes mères.

Services : Prises en charge médicales, orientation en consultations spécialisées, prise en charge des besoins élémentaires et réappropriation des rythmes vitaux (sommeil, hygiène, repas...), suivi psychosocial, médiations familiales, activités éducatives et de sensibilisation.



Séance de sensibilisation au CHUSIP

-Centre d'Accueil de Jour : Espace Ami des Enfants, pour les enfants de 3 à 12 ans sur les sites PDI. Espace d'échange et de sensibilisation, pour organiser des activités, renforcer leur résilience et identifier les enfants et les familles les plus en danger.

Services : espace sécurisé, soins médicaux, écoute psychosociale, activités sportives, ludiques et éducatives, accompagnement des projets de sortie de rue



Actions de plaidoyer

-Sensibilisation des familles PDI lors des permanences sociales et médicales sur les violences subies par les EJVR notamment

-Mobilisation et sensibilisation de personnes ressources dans les quartiers périphériques accueillant des PDI afin d'en faire des acteurs de la protection de l'enfance et de la lutte contre les violences intrafamiliales.

-Création et animation du cadre de concertation des acteurs de la lutte contre l'exclusion sociale des EJVR pour faciliter la synergie et les actions

-Organisation, avec les EJSR, d'événements et d'émissions de radio et tv de sensibilisation de la population et des décideurs publics aux problématiques rencontrées par les EJSR.



Séance de sensibilisation avec les filles et jeunes mères déplacées



Soutien aux associations partenaires

Organisation de permanences médicales et sociales de jour au centre de détention pour filles et femmes, au tribunal pour enfant et à la brigade de protection pour mineurs et dans 2 centres d'hébergement.

Renforcement des capacités des professionnels des organisations partenaires, des centres de santé, des forces de l'ordre, des tribunaux (formations, sensibilisations).

CHIFFRES CLÉS

- **5 436** bénéficiaires différents
- Dont **2 233** garçons et hommes, **3 203** filles et femmes, **3 116** personnes mineures, **2 320** personnes majeures
- **235** maraudes réalisées
- **200** personnes hébergées au centre Samusocial
- **398** orientations vers un hébergement (centre Samusocial ou autre)
- **2 505** consultations médicales / soins infirmiers
- **4 578** entretiens sociaux (ou socio-éducatifs) réalisés
- **1 292** actes liés à de l'insertion sociale ou professionnelle (entretiens préparatoires ou de suivi avec la famille, médiation familiale, placement en formation professionnelle, accompagnement pour l'obtention de pièces d'état civil...)
- **498** sensibilisations avec un objectif de santé
- **102** entretiens psychologiques

ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

16 Juin : Organisation, à la Maison de la Presse de Bamako, d'une conférence de presse, co-animée avec la coalition malienne pour les droits de l'enfant (COMADE), à laquelle une vingtaine de média a pris part. Placée sous le thème « *Violences et violation des droits des enfant et jeunes vivant en rue : des chiffres et des faits pour en connaître la réalité* », cette conférence avait pour but de sensibiliser les médias sur les réalités du phénomène des EJVR, afin de renforcer leur mobilisation dans la promotion des droits des EJVR.



14 Novembre : Le SSM et la compagnie Sogolon ont organisé une cérémonie de clôture de la formation de 100 enfants en situation de rue en art de la marionnette. Mobilisant des responsables du Ministère de l'artisanat et du Tourisme, des autorités locales et des leaders communautaires, cette cérémonie a été l'occasion de sensibiliser les autorités sur l'importance de l'art comme facteur d'inclusion et de réinsertion sociale.



10 Décembre : organisation d'une cérémonie officielle de célébration de la journée internationale des droits de l'Homme. L'événement a mobilisé des autorités nationales et locales, des responsables administratifs, des défenseurs des droits humains, des leaders communautaires et des médias. L'objectif était d'attirer l'attention de ces acteurs sur les risques de violation de droits fondamentaux auxquels sont exposés les plus vulnérables au Mali, notamment en lien avec le contexte actuel de crise que traverse le pays.

OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

samusocialBurkinaFaso

HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU CONTEXTE

Depuis 2016, le Burkina Faso connaît une double crise sécuritaire et humanitaire qui affecte lourdement les individus, familles et communautés. Cette situation humanitaire est restée marquée par une insécurité persistante avec la poursuite des déplacements massifs (plus de 2 millions de personnes déplacées dénombrés en mars 2023 selon le CONASUR). Les besoins restent urgents en sécurité alimentaire, santé, eau et abri, malgré des efforts d'assistance humanitaire considérables. La crise a causé la fermeture de nombreuses écoles et infrastructures sanitaires, affectant des millions de personnes, avec une augmentation des besoins nutritionnels.

C'est dans ce contexte que le Samusocial Burkina Faso et ses partenaires se sont employés à mettre en œuvre les activités de prise en charge médicale, psychosociale et de renforcement de la résilience des enfants et jeunes vivant en rue et des enfants et jeunes vulnérables, victimes du terrorisme et vivant dans les quartiers périphériques de Ouagadougou. Ces activités ont eu pour objectif général de garantir la continuité des services offerts aux enfants et jeunes vulnérables et vivant en rue en les adaptant au contexte sécuritaire et humanitaire. En effet, Le Samusocial Burkina Faso intervient depuis 2002 auprès des enfants et jeunes vulnérables en mettant en œuvre la méthode « Samusocial ». Sa mission de protection de l'enfant se situe au croisement de plusieurs domaines d'intervention qui sont la protection de l'enfant, la lutte contre l'exclusion sociale et la promotion de la santé.

PERSONNES ACCOMPAGNÉES

La mission initiale du Samusocial Burkina Faso est d'intervenir auprès des enfants et jeunes adultes vivant en rue à Ouagadougou, en assurant une prise en charge médico-psychosociale, tout en élaborant avec eux des projets de sortie de rue durables. Les bénéficiaires directs du Samusocial Burkina Faso sont donc des enfants et jeunes, âgés de 6 à 25 ans, qui se retrouvent en situation de totale rupture familiale et en dehors de tout système de protection sociale, juridique, etc.

Depuis 2021 et en réponse à la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire, les bénéficiaires directs du SSBF sont aussi des enfants (filles et garçons) en grande précarité et à très grand risque de rupture familiale. Ceux-ci sont identifiés au niveau de communautés vulnérables, principalement des Personnes Déplacées Internes (PDI) et leurs familles d'accueil, dans les quartiers périphériques de Ouagadougou, afin de prévenir les fugues et la vie en rue.

Chaque année, les interventions du SSBF visent au moins 3000 enfants et jeunes. Elles ciblent aussi les familles des enfants en grande précarité, grâce aux activités de sensibilisation et d'accompagnement à la résilience. L'enjeu est de mieux les informer sur les droits et la protection de l'enfant et de contribuer à la prévention des départs en rue par l'intégration de meilleures pratiques éducatives au sein des communautés.

Enfin, indirectement les interventions du SSBF bénéficient aux partenaires opérationnels et leurs personnels, les Personnes Ressources et Relais Communautaires, le grand public.

ACTIVITÉS



Équipes Mobiles d'Aide

Maraudes 5 nuits sur 7 sur les sites de vie des enfants et jeunes vivant en rue (EJVR) et pour les permanences médicales et sociales hebdomadaires dans les quartiers précaires, en véhicule médicalisé, avec des aménagements spécifiques et adapté au travail en rue.

L'intervention régulière et de proximité des Equipes Mobiles d'Aide (EMA) permet de répondre aux besoins urgents des EJVR, contribue à rétablir un lien social essentiel, constitutif, en soi, d'une action de réinsertion sociale. Elle permet aussi de prévenir les risques de rupture familiale et d'identifier les enfants et jeunes en danger.

Services proposés : consultations et soins médicaux, orientations d'urgence pour hospitalisation ou hébergement, entretiens sociaux, causeries éducatives, distribution d'eau, de compléments alimentaires, de vivres et non vivres.



Prise en charge d'enfants déplacés internes



Hébergement d'Urgence / Centre de jour

Accueil de jour ouvert deux matinées par semaine pour les enfants et jeunes qui vivent toujours en rue. Espace essentiel pour se ressourcer en toute sécurité, l'accueil de jour est un espace où les équipes du Samusocial Burkina Faso créent un lien de confiance avec les bénéficiaires.

Services proposés : espace hygiène, soins médicaux, écoute psychosociale, activités sportives, ludiques et éducatives. Le Centre facilite également l'élaboration et la mise en œuvre des projets de sortie de rue des enfants et jeunes.



Espace hygiène au centre d'accueil de jour

Centre d'Hébergement d'Urgence avec Soins Infirmiers et Psychologiques: Centre d'hébergement d'urgence, 7j/7 et 24h/24, en relais de l'EMA, pour une mise à l'abri des bénéficiaires en danger, pour leur permettre de récupérer (soins, repos) ou pour la stabilisation de bénéficiaires dont le projet de sortie de rue connaît une évolution.

Services temporairement suspendus en raison de manque de ressources financières.



Actions de plaidoyer

- Sensibilisation des familles vulnérables dont les PDI et les familles hôtes lors des permanences sociales et médicales hebdomadaires sur leurs sites de vie.
- Mobilisation et sensibilisation des personnes ressources dans les quartiers périphériques accueillant des PDI afin d'en faire des acteurs de la protection de l'enfance et de la lutte contre les violences intrafamiliales.
- Appuis variés et accompagnement vers le renforcement de la résilience et la prévention des départs en rue.
- Organisation d'événements de sensibilisation et de prévention de la population burkinabé (via des projections-débats, émissions, spots radio...) pour lutter contre le phénomène des enfants et jeunes en rue, contre les violences envers les enfants et jeunes en rue ou en famille...
- Plaidoyer auprès des décideurs publics burkinabés, en faveur des EJVR, de la protection de l'enfance et de la lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain.



Orientations et aides à l'insertion

Orientations vers les services de droit commun :

- Médiations familiales, afin de mieux connaître les raisons de la situation de rue, le parcours de l'enfant et sa famille, d'envisager des possibilités de renouement familial et, le cas échéant, d'accompagner et de suivre les retours en famille.
- Recherche de placement institutionnel de longue durée ou dans des structures de formation professionnelle.
- Appuis à l'installation dans des ateliers ou dans des activités génératrices de revenus.



Soutien aux associations partenaires

- Appuis divers (vivres, médicaments, financement, etc.) à des associations partenaires pour la prise en charge de jeunes suivis conjointement.
- Renforcement des capacités des professionnels des associations partenaires (formations, échanges, partages d'outils, etc.)



Sensibilisation de personnes déplacées internes

CHIFFRES CLÉS

- **1001** bénéficiaires différents d'une prise en charge individuelle
- Dont **656** garçons et hommes, **345** filles et femmes, **473** mineurs, **528** majeurs
- **249** maraudes réalisées
 - **40** orientations vers un hébergement
 - **1415** consultations médicales / soins infirmiers
 - **1080** entretiens psychosociaux réalisés
 - **286** actes liés à l'insertion sociale ou professionnelle (entretiens préparatoires ou de suivi avec la famille, médiation familiale, placement en formation professionnelle, accompagnement pour l'obtention de pièces d'état civil...)
 - **211** sensibilisations avec un objectif de santé
 - **550** sensibilisations avec un objectif de développement psychosocial et éducatif
 - **50** permanences dans des structures partenaires

ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

L'année 2025 a été marquée par la mise en œuvre du projet de **construction d'un centre** propre au SSBF, qui est pensé pour permettre d'assurer pleinement la qualité de la prise en charge, dans l'intérêt supérieur de l'enfant. L'important sera de pouvoir y faire cohabiter l'ensemble des services du Samusocial Burkina Faso (notamment l'accueil de jour et le centre d'hébergement).

Après les étapes préparatoires, un bâtiment de type R+1 dont le rez-de-chaussée en cours de finalisation, est érigé sur la parcelle.

A coté de ses activités habituelles, le SSBF a pu avec l'appui de partenaires, maintenir l'organisation de **maraudes spéciales**. Ces 3 maraudes spéciales ont permis chacune de distribuer 200 kits (repas, boisson, pullover, lotion anti moustique) aux EJVR.

Enfin, un fait notable pour cette année a été la **suspension de l'offre d'hébergement** au centre, avec le plan social qui a vu le départ de certains collègues.

BUCAREST, ROUMANIE



HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU CONTEXTE

Née de la fusion de deux organisations pionnières dans le domaine de l'aide aux personnes en grande exclusion à Bucarest, la Fondation Parada-Samusocial constitue, depuis 2025, un nouvel acteur de référence dans la lutte contre l'exclusion sociale en Roumanie. Fondée en 1996, Parada avait développé une approche originale de réinsertion des enfants et jeunes des rues, articulant travail social de proximité, éducation non formelle et art social, le cirque social étant devenu la marque de fabrique de la fondation. Le Samusocial din Romania, créé en 2004 dans la continuité d'une action démarrée en 1997 par Médecins sans Frontières, intervenait quant à lui auprès des adultes et personnes âgées sans abri, avec une approche médico-psycho-sociale. Les deux organisations se rejoignaient dans l'accompagnement des familles à la rue, terrain de convergence naturel de leurs missions respectives. C'est précisément cette complémentarité, de publics, de savoir-faire et de méthodologies, qui a rendu leur rapprochement non seulement logique, mais nécessaire. Face à une précarité croissante, à la gentrification urbaine, à la discrimination des communautés vulnérables et à l'émergence de nouvelles formes de dépendance (avec la présence croissante des drogues de synthèse), et, dans un secteur associatif roumain structurellement sous-financé et insuffisamment soutenu par l'État, les deux structures ont choisi d'unir leurs forces. La seconde moitié de 2025 a été consacrée à l'intégration des équipes et méthodologies, avec pour ambition de bâtir une action commune durable, forte de près de 3 décennies d'expérience cumulée. Il s'agit aussi de peser davantage dans le débat public. En rassemblant leur légitimité de terrain et leur expertise respective, Parada-Samusocial entend désormais porter une voix plus forte auprès des décideurs politiques, pour que la question du sans-abrisme à Bucarest cesse d'être traitée à la marge et devienne enfin une priorité des politiques sociales de la capitale.

PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Les bénéficiaires de la fondation sont les EJSR, les adultes sans abri, les personnes âgées, ainsi que les familles vivant dans des conditions de précarité extrême. Les principales causes d'arrivée à la rue sont la précarité sociale et familiale, l'absence d'une politique de protection sociale réelle et des dispositifs censés prévenir la précarisation, des politiques déficitaires en matière de protection de l'enfance, de protection des familles et d'éducation, l'absence d'une politique sociale en matière de logement, les addictions, l'expulsion du logement, ainsi que les situations de retour en Roumanie de personnes victimes d'exploitation par le travail ou de traite des êtres humains. Aujourd'hui, les équipes travaillent aussi avec les enfants de familles sans abri ou vivant dans des habitats extrêmement précaires ; beaucoup souffrent de malnutrition et sont analphabètes.



ACTIVITÉS



Équipes Mobiles d'Aide

Si historiquement, les maraudes se déroulaient la nuit, avec l'évolution de la population cible (la disparition progressive de la population d'enfants vivant seuls en situation de rue) et du type de l'habitat précaire occupée par cette dernière (le « canal » fut abandonné progressivement en faveur des squats, des baraques de fortune et des communautés à l'habitat informel), les maraudes ont aujourd'hui lieu surtout le jour, visant particulièrement les nouveaux lieux de l'exclusion.



-Les équipes mobiles offrent des services d'assistance sociale et médicale directement dans la rue aux adultes sans-abris rencontrés sur le terrain.

-L'EMA informe et oriente les personnes vers notre cabinet médico-psycho-social où est élaboré un plan d'aide complet, dont l'objectif principal est de chercher des solutions durables, tant sur le volet médical que social ainsi qu'en termes d'insertion.

-Les EMA distribuent de la nourriture, des vêtements chauds, des sacs de couchage et des médicaments aux personnes rencontrées dans la rue.



Hébergement d'Urgence / Centre de jour

Parada-Samusocial utilise pour l'heure 2 centres de jour, situés dans 2 endroits différents de Bucarest et pouvant rencontrer de manière adaptée les besoins d'un nombre croissant de bénéficiaires.

Le centre d'accueil de jour permet de rencontrer une assistante sociale pour le rétablissement des droits sociaux, de bénéficier de consultations médicales gratuites et de médicaments, de rencontrer une psychologue ou un psychiatre pour une écoute et un suivi des personnes en fragilité ou en détresse psychiatrique. Un espace hygiène permet l'accès à des douches et des machines à laver, de bénéficier de matériel d'hygiène, de vêtements et de chaussures.

Des aliments sont distribués dans l'un des deux centres, alors que l'autre offre un repas chaud à midi en partenariat noué avec la Direction générale des Affaires sociales de la mairie de Bucarest (la DGASMB).



Orientations et aides à l'insertion

L'équipe du Centre d'accueil de jour établit des plans d'action individualisés qui peuvent passer par plusieurs étapes : identifier un lieu de vie sûr, fournir de la nourriture et des vêtements, récupérer des documents personnels et notamment d'identité, reprendre confiance en soi et favoriser un état d'équilibre, restaurer l'état de santé, trouver une source de revenus par le travail, accéder aux droits et avantages prévus par la loi, tels que les pensions d'invalidité ou de vieillesse, le revenu minimum garanti.

Activités : Accompagnement à la recherche d'emploi et soutien à la formation, orientation et suivi scolaire des enfants issus des familles sans abri, facilitation de l'accès à l'hébergement et à la cantine sociale, mise en place de protocoles médicaux pour les personnes présentant des maladies chroniques et accompagnement des personnes en situation de handicap...



Actions de plaidoyer

Parada-Samusocial travaille en réseau avec les autres acteurs intervenant à Bucarest, tant pour faciliter les orientations des bénéficiaires vers des services complémentaires que pour porter collectivement des actions de plaidoyer, notamment sur la reconnaissance des droits des communautés à l'habitat informel. En effet, en Roumanie, plus de 64 000 familles vivent dans des quartiers sans statut juridique, sans accès garanti aux services essentiels, exposées au risque d'expulsion. Parada-Samusocial accompagne ces populations sur le terrain, mais vise aussi à peser sur les règles du jeu, comme il l'a fait pour la conception de la loi sur l'habitat informel (Loi 151/2019), qui reconnaît pour la première fois l'existence de ces quartiers, interdit les expulsions sans solution de logement et oblige les autorités locales à agir. Par ailleurs, Parada-Samusocial est membre de Dynamo International, de la Fédération des ONG pour l'Enfant de Roumanie (FONPC) et de la Romanian Harm Reduction.

CHIFFRES CLÉS

- **707** bénéficiaires différents
Dont **420** garçons et hommes, **287** filles et femmes, **117** personnes mineures, **590** personnes majeures
- **657** maraudes réalisées
- **164** personnes hébergées au centre Samusocial
- **292** orientations vers un hébergement (centre de nuit, résidentiel, constitution dossiers accès logement social)
- **648** consultations médicales / soins infirmiers
- **380** entretiens sociaux (ou socio-éducatifs)
- **1 250** actes liés à de l'insertion sociale ou professionnelle (entretiens préparatoires ou de suivi avec la famille, médiation familiale, placement en formation professionnelle, accompagnement pour l'obtention de pièces d'état civil...)
- **1 233** sensibilisations avec un objectif de santé et **45** sensibilisations avec un objectif de développement psychosocial et éducatif
- **320** entretiens psychologiques
- **24** entretiens psychiatriques

ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

-Victoire concrète et inédite sur le front du plaidoyer : pour la première fois à Bucarest, une **communauté vivant dans un habitat informel a été officiellement reconnue comme telle** en vertu de la loi de 2019. Ce résultat, obtenu au terme d'un travail de lobbying mené auprès de la mairie du 6e arrondissement et de la Mairie de Bucarest, ouvre la voie à une issue digne pour ses habitants — la démolition des baraquements du bidonville devant être suivie de la construction de logements sociaux sur ce même terrain. Une première qui pourrait faire jurisprudence pour des dizaines de communautés similaires dans la capitale.

-Déploiement du **projet mené avec l'association Barka** (Pays-Bas): Il s'adresse aux personnes qui reviennent en Roumanie dans des situations de grande vulnérabilité — victimes d'exploitation par le travail ou de traite des êtres humains, ou encore personnes expulsées par des autorités étrangères à la suite de difficultés avec la loi. Un accompagnement global — social, psychologique et juridique — leur est proposé pour favoriser une réintégration durable dans la société roumaine.

-Deux nouveaux partenariats, avec la **Fondation Carrefour**, dans le cadre d'un projet d'aide alimentaire pour les familles en grande précarité, et avec la **Fondation UEFA**, dans un projet sur deux ans où le sport en général, le football en particulier, constitue un vecteur de resocialisation et d'intégration privilégié.

Cette première année d'existence commune aura ainsi été bien plus qu'une année de transition — elle a posé les fondations d'une organisation plus forte et plus influente, capable d'agir simultanément sur le terrain, dans les instances politiques et en réseau sur la scène internationale.

BEYROUTH, LIBAN



HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU CONTEXTE

Depuis 2017, Amel Association International (Amel) et le Samusocial International coordonnent un dispositif pilote d'accompagnement des enfants et jeunes les plus vulnérables dans la banlieue sud de Beyrouth. Du début d'année 2024 à juin 2025, une seconde équipe est aussi intervenue à Beyrouth même, une psychologue et une facilitatrice VBG (violences basées sur le genre) renforçant ces équipes. Les interventions des Mobile Protection Units (MPU – Unités Mobiles de Protection) se font sur les lieux de vie des enfants et jeunes et sur les lieux où ils exercent leurs activités de survie. Ainsi, les équipes répondent aux besoins urgents, apportent une aide médico-psychosociale et orientent vers les structures de prise en charge adaptées ces enfants, jeunes, et leurs familles.

L'opération militaire déclenchée par Israël et les frappes aériennes sur Beyrouth et sa banlieue sud, depuis septembre 2024, continuent à fragiliser le pays, malgré l'annonce d'un cessez-le-feu. Les infrastructures et habitations ont été massivement détruites, rendant difficile le retour des personnes déplacées internes. En outre, si environ 438 000 personnes sont retournées en Syrie, 112 000 nouveaux Syriens sont venus se réfugier au Liban (HCR, novembre 2025). Enfin, en 2025 la réduction de l'aide internationale, en particulier celle des Etats-Unis, a fortement affecté le pays, avec la suspension ou la réduction des programmes mis en œuvre par des agences onusiennes au Liban et qui permettaient à des milliers de personnes d'accéder à des services essentiels. Ce contexte s'est reflété dans le nombre élevé d'enfants vulnérables et membres de leur famille nouvellement identifiés par l'équipe.

Malgré ces crises, les activités de la MPU dans la banlieue Sud de Beyrouth se sont poursuivies tout au long de l'année, en adaptant les activités pour répondre aux besoins urgents des populations, avec un accent sur la création, la diversification et le renforcement du lien avec des partenaires externes et/ou les services existants au sein d'Amel.

PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Les bénéficiaires du dispositif mis en œuvre au Liban sont les populations vulnérables de Beyrouth et de sa banlieue Sud, en particulier les enfants et les adolescents, ainsi que leur famille. En 2025, les 2 équipes MPU sont intervenues auprès de 1244 personnes dont 902 enfants (soit 73% de personnes mineures). Parmi ces personnes, 440 ont été nouvellement identifiées.

Parmi les personnes prises en charge, on compte 54% de garçons et d'hommes et 46% de filles et femmes. 94% des personnes prises en charge sont des réfugiés syriens, 3% sont des Libanais. On peut aussi signaler que plus de 66% des enfants, âgés de 6 à 18 ans, bénéficiaires des services de la MPU en 2025 ne sont pas scolarisés (éducation formelle ou non formelle).

ACTIVITÉS



Équipes Mobiles d'Aide

Les 2 équipes de la Mobile Protection Unit, placées sous la responsabilité d'une coordinatrice, sont chacune composée d'un chauffeur-accueillant social, d'une travailleuse sociale et d'une infirmière. Une psychologue et une facilitatrice VBG viennent appuyer à tour de rôle l'une ou l'autre équipe. Ces équipes réalisent des maraudes 5 jours par semaine. Les enfants et adolescents ainsi que les membres de leur famille suivis par le dispositif passent la journée en rue mais vivent, pour la plupart, au sein de leur foyer. Les équipes MPU effectuent également des visites à domicile lors des maraudes. En plus de la prise en charge et du suivi individuel médico-psychosocial, elles réalisent des actions collectives en rue, à domicile ou dans les centres Amel (sensibilisation, groupes à visée thérapeutique et des groupes de soutien psychosocial). Les équipes réalisent également des journées récréatives destinées aux enfants des rues. L'une des infirmières est habilitée à effectuer la vaccination des bénéficiaires lors des maraudes. Avec l'arrêt de la 2^{ème} équipe, le poste de la facilitatrice VBG ne sera pas maintenu.



Différentes modalités d'intervention en rue des équipes MPU



Actions de plaidoyer



Orientations et aides à l'insertion

Les centres médico-sociaux d'Amel sur les zones d'intervention des MPU ont été fortement mobilisés dans le cadre des activités d'orientation, notamment pour maintenir les personnes dans leurs parcours de soin lors des périodes de crise. mais des collaborations dans le travail quotidien. L'ensemble de ces partenaires a été répertorié et indiqué dans un annuaire des services qui a été diffusé. En 2025, Amel continue à créer et développer des partenariats pour pallier les manquements existants et s'appuyer sur des ressources, parfois saturées, mais existantes.

Le travail de plaidoyer est essentiellement porté localement par Amel Association International qui est régulièrement en lien avec le Ministère de la Santé Libanais. Par ailleurs, Amel fait partie du Child Protection Working Group pour la région de Beyrouth – Mont Liban ainsi qu'au niveau national. Ces groupes de travail régionaux et nationaux, pilotés par l'UNICEF en collaboration avec les ONG libanaises et internationales, ont pour but de renforcer la collaboration des acteurs de la protection de l'enfance, d'élaborer ensemble les objectifs et activités du secteur mais aussi de partager des outils de travail ou de discuter des tendances actuelles. Amel fait aussi partie des groupes de travail santé, éducation, protection et cohésion sociale.



Soutien aux associations partenaires

En juin, un atelier regroupant 25 participants issus d'ONG locales et internationales ainsi que certaines personnes clés dans la protection de l'enfance à Amel a été organisé. Cet atelier s'est conclu par l'appel à l'adoption d'un plan d'action coordonné et fondé sur les droits et la durabilité de l'approche auprès des enfants des rues au Liban, pour permettre une action immédiate et collective autour des axes stratégiques suivants : le renforcement des mécanismes d'orientation et du partage d'informations, l'amélioration de la coordination juridique et institutionnelle et le développement de capacités durables et inclusives.



CHIFFRES CLÉS

- **1 441** bénéficiaires différents
Dont **791** garçons et hommes, **650** filles et femmes, **1 061** personnes mineures, **380** personnes majeures
- **235** maraudes réalisées
- **5 314** consultations médicales / soins infirmiers
- **5 188** entretiens sociaux (ou socio-éducatifs) réalisés
- **1 251** sensibilisations avec un objectif de santé et **7 086** sensibilisations avec un objectif de développement psychosocial et éducatif
- **1 898** entretiens psychologiques



Journées ludiques pour les enfants et jeunes suivis par la MPU

ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

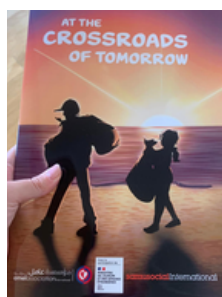
Janvier :

Visite officielle du Président français Emmanuel Macron le 17 janvier à Beyrouth. Les équipes Amel, dont l'équipe MPU, ont pu le rencontrer et présenter la réponse d'urgence qui a été apportée durant l'escalade du conflit en 2024.



Juin :

- Atelier "Coordinating Efforts for Street-Connected Children" organisé le 27 juin 2025 à Beyrouth, avec des acteurs locaux et internationaux au Liban spécialisés en protection de l'enfance.
- Financement CDCS et de l'intervention à Beyrouth de la seconde équipe composée d'un chauffeur-accueillant social, d'une travailleuse sociale et d'une infirmière, appuyée par une psychologue et une facilitatrice VBG.



Juillet :

Présentation à la résidence des Pins à Beyrouth le 21 juillet, en présence de M. l'Ambassadeur de France, de la bande dessinée "At the crossroads of tomorrow" réalisée par une artiste libanaise pour illustrer la réalité quotidienne des enfants des rues et de leurs familles.

Disponible sur : <https://amel.org/amel-launches-comic-book-on-street-connected-children-in-lebanon/>

Novembre :

Grâce à une extension de subvention de la Coopération Monégasque, réintégration de la psychologue dans la première équipe pour renforcer les prises en charge psychologiques.

Décembre :

Un atelier d'échange entre l'équipe MPU et des membres d'autres services d'Amel a été animé le 9 décembre 2025 afin de renforcer la compréhension sur le phénomène des enfants en situation de rue et d'améliorer leur prise en compte au sein des différents secteurs de l'organisation. La session a couvert le profil sociodémographique des enfants en situation de rue, les principaux risques rencontrés ainsi que la méthodologie Samusocial de la MPU, et a abouti à l'identification d'actions concrètes pour rendre les services Amel plus accessibles et inclusifs.

LE CAIRE, ÉGYPTÉ

samusocialInternational Egypte
سامو سوسيال انترناسيونال مصر

HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU CONTEXTE

L'Égypte connaît une période de forte fragilité économique et sociale, aggravée par les conséquences des guerres en Ukraine et à Gaza. Le pays subit une importante pression sur la sécurité alimentaire et une hausse du coût de la vie. Malgré une croissance économique parmi les plus dynamiques de la région Afrique du Nord–Moyen-Orient, celle-ci reste insuffisante pour réduire durablement la pauvreté, absorber les centaines de milliers de jeunes arrivant chaque année sur le marché du travail et répondre à l'augmentation des dépenses publiques. C'est ainsi qu'une proportion significative de la population égyptienne vit toujours sous le seuil de pauvreté (33,5% en 2021 selon la Banque Mondiale). Dans les grandes villes comme Le Caire, de nombreuses personnes se retrouvent en situation de grande précarité, notamment des enfants, des jeunes, des femmes et parfois des familles vivant dans la rue ou dans des conditions très instables.

Les personnes en situation de rue sont confrontées à de nombreux risques : violences, exploitation, problèmes de santé, exclusion sociale, manque d'accès aux soins, à l'éducation ou à une protection adaptée. Les filles et femmes en situations de grande exclusion sont particulièrement exposées aux violences et à l'exploitation, notamment sexuelle, et sont souvent stigmatisées. Les jeunes mères souffrent ainsi d'une double stigmatisation compte-tenu de leur situation de rue et de leur grossesse précoce, souvent hors mariage.

Face à ces enjeux, les dispositifs publics de protection restent insuffisants et en constante réorganisation. Bien que le Ministère de la Solidarité Sociale ait annoncé la création de nouveaux services destinés aux personnes en situation d'exclusion, leur mise en œuvre demeure limitée.

Dans ce contexte, le Samusocial International Égypte (SSIEG) joue un rôle essentiel auprès des personnes en situations de rue. Le SSIEG réalise des maraudes de jour et de nuit afin d'aller à la rencontre des personnes les plus vulnérables et leur proposer une aide d'urgence, un accompagnement social et psychologique, des soins, une orientation vers des structures d'accueil ainsi qu'un soutien à la réinsertion sociale et familiale. Le SSIEG travaille également en coordination avec les ONG partenaires et les institutions publiques pour améliorer l'accès des bénéficiaires aux dispositifs de protection existants.

PERSONNES ACCOMPAGNÉES

- Les enfants et jeunes (garçons et filles, 0-25 ans), vivant en rue ou dans des centres d'hébergement
- Les mères avec enfants (avec pour l'accès à l'hébergement, une tranche d'âge spécifiée pour les mères de 18-40 ans et de 0-12 ans pour leurs enfants).
- Les professionnels des services sociaux publics et associatifs travaillant en lien direct avec les EJSR au Caire
- Les représentants des administrations publiques locales et nationales au Caire
- Les étudiants et élèves des écoles de formation

ACTIVITÉS



Équipes Mobiles d'Aide

- 2 équipes mobiles formées chacune d'un médecin, un travailleur social et un chauffeur (accueillant social)
- Deux maraudes par semaine dédiées aux filles et femmes vivant en rue
- 6 maraudes par semaine dans les points de rassemblements des enfants et des jeunes de la rue au Caire
- Le SSIEG assure des services médicaux, psycho-sociaux, éducatifs (ateliers peinture et « quilling » - papier roulé - durant les maraudes) et un appui juridique
- Journées sportives et camps pour les enfants
- Distributions de couvertures en hiver, vêtements, chaussures et nourriture pour les fêtes
- Orientation vers des services des partenaires, les 4 unités du centre d'hébergement d'urgence, des centres spécialisés, des hôpitaux et des services publics.



Hébergement d'Urgence / Centre de jour

- Journées dédiées aux mères et leurs enfants entre 2 et 7 ans pour travailler sur leurs capacités motrices avec l'aide d'une spécialiste Montessori une fois par semaine
- Avec l'ARK, un centre d'hébergement d'urgence avec 2 unités, une pour les femmes et une pour les enfants accompagnés de leurs mamans
- Avec Caritas et Nour El Hayat, 2 unités d'hébergement d'urgence pour garçons et filles avec une capacité de 2 lits chacune
- Une journée par semaine est consacrée aux mères et bébés fréquentant le centre d'accueil de jour de Banati et une autre pour le suivi des femmes rencontrées lors des maraudes par la gynécologue de l'équipe



Intervention en rue



Orientations et aides à l'insertion

- Orientation médicale et sociale vers des organisations et des hôpitaux partenaires, des services psychologiques ou psychiatriques, ou vers les centres de désintoxication et de réhabilitation pour les enfants et jeunes souhaitant abandonner les drogues
- Médiation familiale et accompagnement au rétablissement des liens avec la famille ou retour en famille
- Appui à l'obtention d'actes de naissance et/ou de documents d'identité
- Renforcement des compétences de vie et programme de stages au sein d'entreprises partenaires pour les jeunes.



Actions de plaidoyer

- Actions de sensibilisation auprès des étudiants
- Réunions trimestrielles avec un comité de coordination au sein du Ministère de la Solidarité Sociale pour faciliter la concertation et les synergies
- Réunions régulières avec le réseau des ONG qui travaillent avec les enfants et jeunes en situations de rue et le réseau des ONG internationales
- Organisation de séminaires pour les professionnels ou conférences à l'attention des décideurs pour sensibiliser sur la situation des enfants et jeunes en situations de rue



Soutien aux associations partenaires

- Permanences médicales et psychosociales pour les garçons, filles et femmes hébergés dans les centres partenaires
- Organisation de journées sportives et d'ateliers artistiques pour les enfants dans les centres partenaires
- Formation des enfants des centres approchant les 18 ans pour leur insertion professionnelle
- Organisation de sessions de formation pour les professionnels des structures partenaires et du MoSS

CHIFFRES CLÉS

- **1 364** bénéficiaires différents
Dont **440** garçons/ hommes et **924** filles/ femmes
- **280** maraudes réalisées
- **62** personnes hébergées au centre Samusocial
- **107** orientations vers un hébergement (centre de nuit, résidentiel, constitution dossiers accès au logement social)
- **2 736** consultations médicales / soins infirmiers
- **3 891** entretiens sociaux (ou socio-éducatifs) réalisés
- **226** actes liés à de l'insertion sociale ou professionnelle (entretiens préparatoires ou de suivi avec la famille, médiation familiale, placement en formation professionnelle, accompagnement pour l'obtention de pièces d'état civil...)
- **558** sensibilisations avec un objectif de santé ou de développement psychosocial et éducatif
- **475** entretiens psychologiques
- **303** permanences dans des structures partenaires
- **130** services juridiques en rue et en centre

ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

Inauguration d'un Centre d'Activités avec une classe Montessori à Sayeda Zeinab

En avril, le SSIEG a inauguré une nouvelle classe Montessori à Sayeda Zeinab, pour les enfants de 2 à 9 ans vivant dans la rue avec leur mère. Cette initiative favorise l'éducation préscolaire tout en proposant des ateliers de soutien aux mères sur la parentalité, l'hygiène et la santé reproductive. Un espace dédié accueille aussi les bébés de 0 à 2 ans, permettant ainsi aux mères de participer pleinement aux séances.

Renouvellement du partenariat avec la Fondation Carrefour

Le partenariat avec la Fondation Carrefour a été renouvelé, après un premier projet de 2020 à 2023. Le 11 avril, un nouveau Protocole a été signé à Paris entre la Fondation Carrefour, la Fondation Sawiris pour le Développement Social et l'AFD.

Dans le cadre du projet « Bridges of opportunities » (« Des ponts vers les opportunités ») et en collaboration avec RATP Dev Cairo, des jeunes issus des centres d'hébergements partenaires ont participé à 6 visites exploratoires le long de la ligne 3 du métro du Caire et du réseau de RER (LRT). Au programme : des activités pratiques dans des stations de métro importantes, une visite des coulisses des ateliers de maintenance du LRT et une simulation. Cette initiative a aidé les jeunes à explorer des perspectives de carrière et à trouver l'inspiration pour leur avenir.



Le 15 octobre, Bel Egypt, en partenariat avec le groupe Mansour/Manfoods et HyperOne, a lancé l'initiative « Un avenir meilleur », visant à aider les jeunes marginalisés dans leurs démarches d'insertion professionnelle grâce à des formations ciblées, des qualifications professionnelles et l'accès à des emplois durables. La cérémonie de signature s'est déroulée à l'Ambassade de France en Égypte, en présence de S.E.M. Éric Chevallier, Ambassadeur de France en Égypte, qui a réaffirmé l'importance d'investir dans la jeunesse : *« Donner aux jeunes les outils et les opportunités nécessaires est la pierre angulaire du développement durable et d'un avenir plus inclusif »*. Le premier cycle de formation s'est déroulé en décembre avec la participation de 20 jeunes, dont 18 ont été recrutés par des entreprises partenaires, un démarrage prometteur pour cette initiative à fort impact.



Célébration de la Journée internationale des droits de l'homme par une cérémonie de mi-parcours du projet « Accueil des enfants des rues », financé par l'Union européenne.

S.E. Mme Angelina Eichhorst, Ambassadrice de l'Union européenne en Égypte, a réaffirmé l'engagement de l'UE : *« En protégeant un enfant aujourd'hui, nous bâtissons les fondements d'une nation plus stable et plus prospère »*. Cofinancé par l'AFD, la Fondation Sawiris et la Fondation Carrefour, et mis en œuvre avec l'ARK, ce projet étend le soutien médical, psychosocial et éducatif à l'ensemble du Grand Caire.

Renforcement des capacités pour une plus grande justice de genre

Des ateliers sur la promotion de la justice de genre dans le soutien aux enfants et jeunes en situation de vulnérabilité se sont déroulés avec succès. La formation a été animée par des experts du bureau de consultance sur les études de genre « Tadwein ». Les sessions ont abordé des problématiques essentielles telles que les violences sexistes et leur impact direct sur les enfants, en particulier les filles. Dans une optique de pérennisation, 20 participants ont été sélectionnés pour suivre une formation de formateurs, combinant sessions en présentiel et modules en ligne.

HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU CONTEXTE

Le Pérou évolue dans un contexte de fragilité politique persistante. Le pays a connu plusieurs changements présidentiels, reflétant une instabilité institutionnelle durable, alimentée par des scandales de corruption. Cette situation a contribué à une gouvernance marquée par des orientations plus conservatrices, notamment sur les questions de genre et d'éducation sexuelle, fragilisant le respect des engagements de l'État en la matière. Sur le plan socio-économique, malgré une stabilité macroéconomique relative (inflation maîtrisée et monnaie stable), la pauvreté reste élevée (environ 28 % en 2024, selon le gouvernement), et les inégalités persistent fortement.

Dans le district de Santa Rosa, les conditions de vie demeurent particulièrement difficiles. Le territoire est toujours classé comme pauvre (avec environ 42 % de sa population vivant dans la pauvreté en 2024) et souffre d'un accès très limité aux services de base. Les habitants des zones hautes du district ne disposent ni d'eau potable ni de système d'assainissement. L'absence de services essentiels a des impacts directs sur la santé des populations, en particulier des enfants et des personnes âgées, avec une prévalence élevée de maladies infectieuses et diarrhéiques, exacerbées par des conditions climatiques extrêmes. Le système de santé local est insuffisant pour répondre à ces besoins, le district ne disposant que d'un poste de santé de base, sans hôpital ni services spécialisés. Par ailleurs, l'accès aux services de protection contre les violences de genre est limité. Le district de Santa Rosa ne dispose plus de centre d'urgence pour les femmes victimes de violences, obligeant les bénéficiaires à se rendre à Ancón (situé à 28 km), ce qui constitue un obstacle majeur en raison des coûts de transport.

Dans ce contexte, le Samusocial Perú porte avec la Municipalité de Santa Rosa un dispositif opérationnel, le Samusocial Santa Rosa, qui joue un rôle essentiel en facilitant l'accès à une prise en charge des cas de violence de genre, notamment en orientant et en accompagnant les victimes vers les services adaptés.

En 2025, le Samusocial Perú a continué de promouvoir, via ce dispositif, l'accès à la santé pour la population défavorisée et exclue des services publics, via ses équipes mobiles d'aide et des visites à domicile pour une prise en charge médicale ou psychosociale. Les victimes de violence intrafamiliale et de genre ont bénéficié d'une prise en charge spécifique, grâce à un accompagnement psychologique et des réunions du groupe d'entraide pour les victimes de violence. Les personnes âgées ont également bénéficié de diverses activités, notamment des activités de sociabilisation et des cours pour apprendre à lire et à écrire. Des partenariats avec des centres éducatifs ont permis au Samusocial Perú de former les enseignants et les parents, et de mettre en place des programmes de soutien scolaire pour les élèves.

PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Les bénéficiaires du Samusocial Perú sont les familles qui vivent dans les zones marginales de Lima et plus particulièrement le bidonville de Santa Rosa ; parmi elles, le Samusocial Perú vise celles qui sont les plus défavorisées et éloignées des droits à plusieurs niveaux, notamment les femmes, les enfants et les adolescents, et développe aussi des actions pour les personnes âgées les plus vulnérables.

ACTIVITÉS



Équipes Mobiles d'Aide

L'équipe mobile du Samusocial Santa Rosa effectue des visites à domicile pour fournir des soins médicaux et psychosociaux, informer les personnes des autres services à leur disposition et des droits auxquels elles peuvent prétendre. Une attention particulière est portée à la détection et au suivi de l'anémie chez les enfants et les femmes enceintes ainsi qu'à l'identification des victimes de violence intrafamiliale et sexistes (enfants, adolescents et femmes). En outre, des campagnes de santé (« cliniques mobiles ») et des campagnes sociales sont régulièrement organisées dans les zones les plus difficiles d'accès, pour permettre l'accès des populations isolées aux soins médicaux de différentes spécialités et à des services sociaux.



Intervention à domicile



Orientations et aides à l'insertion

Le Samusocial Perú vise à servir de pont entre la communauté et les services publics pour renforcer, soutenir et améliorer le fonctionnement du système sanitaire et social, le rendant plus inclusif. Ainsi, le Samusocial Santa Rosa assure l'orientation et l'accompagnement des personnes qu'il prend en charge vers le centre d'urgence femmes, le centre de santé mentale, les services d'état civil... afin de rendre effectif l'accès à ces services dans le district de Santa Rosa.



Soutien scolaire



Soutien aux associations partenaires

- Le Samusocial Perú met à profit son savoir-faire et son expérience en termes d'interventions d'urgence de lutte contre l'exclusion sociale. A travers la réalisation d'actions de formation, il partage son expertise technique, sa connaissance et sa proximité avec les publics cibles avec les acteurs locaux (professionnels des centres de santé locaux, promoteurs et agents communautaires, enseignants des écoles, etc.).
- Les capacités des partenaires sont aussi renforcées par la mise en réseau, ainsi que par des réunions de coordination et de concertation.



Actions de plaidoyer

Par le biais de conférences, temps de parole, ateliers interactifs, campagnes de sensibilisation, les membres de la communauté sont sensibilisés et informés de leurs droits et des procédures administratives qui leur permettent de les faire valoir. Des actions de sensibilisation pour la prévention des risques psychosociaux leur sont également proposées. De plus, le Samusocial Perú porte un plaidoyer auprès des autorités et sensibilise le public à la question de l'exclusion.

CHIFFRES CLÉS

- **1841** bénéficiaires différents
Dont **587** hommes/ garçons, et **1254** filles/femmes et **586** personnes mineures et **1255** personnes majeures
- **243** visites à domicile
- **1 144** consultations médicales / soins infirmiers
- **471** entretiens sociaux (ou socio-éducatifs) réalisés
- **68** actes liés à de l'insertion sociale ou professionnelle (entretiens préparatoires ou de suivi avec la famille, médiation familiale, placement en formation professionnelle, accompagnement pour l'obtention de pièces d'état civil...)
- **94** sensibilisations avec un objectif de santé ou de développement psychosocial et éducatif
- **647** entretiens psychologiques
- **271** enfants ont vu leur connaissances en mathématiques et français renforcées
- **201** adolescents ont bénéficié d'une éducation à la vie sexuelle
- **31** enfants ont guéri de l'anémie

ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

- Une **activité de sensibilisation destinée aux enfants et aux adolescents a été organisée à l'occasion de la « Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes »**, dans le but de sensibiliser à la prévention de la violence envers les enfants et de la violence de genre. Plus de 50 enfants ont participé à cet événement et, accompagnés de leurs parents, ont pu bénéficier de conseils pour identifier les situations à risque de violence.
- Un **programme d'alphabétisation** a permis à 12 personnes âgées d'améliorer leurs compétences en lecture et en écriture.
- **19 promotrices communautaires ont été formées au parcours de prise en charge et d'orientation des cas d'anémie et de violence à l'égard des femmes.** Huit d'entre elles ont mené des activités communautaires en coordination avec le Samusocial (accompagnement lors de campagnes de santé, accompagnement lors de séances de démonstration de repas nutritifs...).
- La mise en place de **groupes d'entraide mutuelle** a permis d'accompagner 11 femmes victimes de violence dans leur processus de résilience. Par ailleurs, trois d'entre elles ont bénéficié d'un soutien pour créer leur entreprise afin de renforcer leur autonomie financière.



HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU CONTEXTE

L'association Samusocial Guyane a été créée à Cayenne en 2003. Son action, initialement concentrée sur l'île de Cayenne, s'est progressivement étendue à l'ensemble du territoire, incluant Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni. En 2017, la structure a pris la dénomination officielle de Samusocial Guyane (SSG).

Le SSG gère divers services et dispositifs d'accueil, d'orientation et d'hébergement des personnes sans abri ou mal logées.

L'association intervient sur un territoire de pauvreté structurelle où le service 115 agit comme un véritable « thermomètre social ». Le contexte en Guyane tout au long de l'année 2025 est resté marqué par une pression migratoire constante et une crise du logement aiguë, exacerbée par le coût élevé de la vie et l'éloignement géographique. L'année 2025 a été caractérisée par une saturation quasi permanente des dispositifs d'hébergement d'urgence, rendant l'orientation vers le logement pérenne de plus en plus complexe.

Le SSG a dû adapter ses interventions face à une augmentation des profils présentant des pathologies psychiatriques lourdes sans structure de soin adaptée disponible sur le territoire. De plus, les conditions climatiques et la précarité administrative des publics migrants restent des obstacles majeurs à la continuité des soins et du suivi.

PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Les principaux publics accompagnés par le SSG sont des personnes particulièrement défavorisées et démunies : personnes sans domicile fixe, personnes souffrant de problèmes de santé ou d'addiction, personnes présentant des troubles psychiatriques, victimes d'incendies ou d'expulsions de squats, ainsi que des demandeurs d'asile et des personnes en attente de procédure de reconnaissance du statut de réfugié.

En 2025, le SSG note une présence croissante de familles monoparentales et de personnes âgées. Les Commissions Territoriales d'Hébergement (CTH) indiquent que les femmes représentent 66 % des dossiers instruits, confirmant la grande vulnérabilité des structures familiales. Les principaux besoins sont : un accès urgent aux soins primaires, la régularisation administrative et le besoin crucial de solutions d'hébergement stables pour les personnes souffrant de maladies chroniques (LAM/LHSS).

ACTIVITÉS



Équipes Mobiles d'Aide

Les EMA de Cayenne comprennent des travailleurs sociaux et des bénévoles. Les EMA de Saint Laurent du Maroni sont composées d'1 coordinateur, d'1 chauffeur médiateur, d'1 infirmière, d'1 éducateur spécialisé. Elles tournent en journée et le soir.

Services proposés : écoute, 1ers soins médicaux, orientations pour hébergement, aide aux démarches administratives, distributions diverses.



Hébergement d'Urgence / Centre de jour

-Le centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) : le CHRS collectif assure un accueil inconditionnel et dispose de 20 lits. Le CHRS diffus (1 appartement T5 en ville proche du collectif) est majoritairement occupé par des familles, des femmes victimes de violence ou des jeunes filles en rupture familiale. Consultations avec une infirmière du Groupe SOS une fois/semaine, présence hebdomadaire d'une psychologue de l'équipe mobile psychiatrie précarité (EMPP).

-Le dispositif d'hébergement d'urgence comprend 30 places pour les personnes sans-abris ou expulsées de leur logement. Orientation par le SIAO via le 115. Accueil inconditionnel, accompagnement médico-social et orientation vers les partenaires adaptés.

-Les lits d'accueil médicalisés (LAM) accueillent des patients présentant des pathologies chroniques, ayant eu un long parcours en rue et qui n'ont pas de solution d'hébergement ou de logement, pour une durée illimitée. Ils bénéficient d'un accompagnement médico-social adapté.

-Les lits halte soins santé (LHSS) ont accueilli des personnes, majoritairement en situation irrégulière, vivant dans des endroits insalubres (squats ou rue) qui n'ont pas accès aux soins médicaux.



Orientations et aides à l'insertion

-Via le CHRS : aide à l'insertion et aux démarches administratives, accompagnement vers l'autonomie.

-Les Jardins de l'Union (dispositif d'intermédiation locative) disposent d'une centaine de logements pour environ 400 personnes.

-Le 115 permet d'assurer de manière immédiate et inconditionnelle un accueil et/ou une écoute à tout appelant. C'est un numéro départemental d'urgence sociale gratuit et accessible 24h/24 et 7jours/7.

-Le SIAO (service intégré d'orientation et d'accueil), en tant qu'interlocuteur et outil commun à toutes les structures membres du réseau AHI (accueil, hébergement, insertion), veille à la coordination et à l'harmonisation des pratiques des services orienteurs et des structures d'accueil.



Actions de plaidoyer

Pour améliorer la qualité de l'accueil offert et réduire les sorties du dispositif sans solution, il est essentiel d'assurer un dialogue continu et constructif avec les services de l'État.

Dans le même objectif, le SSG maintient et approfondit les rencontres avec les prescripteurs.

Le SSG a notamment participé à des tables rondes avec la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG) et les services de l'État. L'objectif était de faire valoir le rôle de thermomètre social du 115 et de négocier des solutions pour fluidifier les sorties de dispositifs.



Soutien aux associations partenaires

- Les partenaires (CCAS, CTG, etc.) sont sensibilisés à la situation des bénéficiaires de la protection internationale afin d'améliorer leur accès aux droits et leur processus d'intégration
- SIAO : Collaboration étroite avec l'ensemble du secteur AHI (Accueil, Hébergement, Insertion) pour fluidifier les parcours.
- EMPP : Face à une hausse constatée des profils de bénéficiaires souffrant de pathologies psychiatriques lourdes (sans structures de soins adaptées sur le territoire), le Samusocial a intensifié les permanences de l'Équipe Mobile Psychiatrie Précarité (EMPP) directement au sein du CHRS, matérialisée par la présence hebdomadaire d'une psychologue
- Travail conjoint avec le CHU, Médecins du Monde (MDM) pour les soins, et les forces de l'ordre pour les signalements 115.

CHIFFRES CLÉS

- **406** bénéficiaires différents des maraudes, dont **352** hommes et **54** femmes
- **489** maraudes réalisées
- **489** personnes hébergées au centre Samusocial
- **61** orientations vers un hébergement (centre de nuit, résidentiel, constitution dossiers accès logement social)
- **1 859** consultations médicales / soins infirmiers
- **1 376** entretiens sociaux (ou socio-éducatifs) réalisés
- **100** actes liés à de l'insertion sociale ou professionnelle (entretiens et médiation avec la famille, placement en formation professionnelle, accompagnement pour les pièces d'état civil...)
- **8** sensibilisations avec un objectif de santé ou de développement psychosocial et éducatif
- **190** entretiens psychologiques
- **985** appels enregistrés par le 115

ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

- **Le projet d'accueil de jour inconditionnel « Vini Pozé » (En cours)** : Cet espace de répit et d'accès aux droits permettra aux personnes en situation de grande précarité de rompre l'isolement, de se poser en sécurité, d'accéder à des services de première nécessité et d'entamer des démarches sociales. Ce projet, pensé comme une réponse à la précarité structurelle, a franchi des étapes clés : aménagement des locaux, obtention des accords partenariaux et ingénierie financière. Cela a permis d'intensifier les concertations techniques avec les partenaires financiers (DGCOPOP, ARS) et opérationnels (SIAO, Collectivités). L'objectif est d'intégrer pleinement cet accueil de jour dans le réseau d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion (AHI) du territoire afin de fluidifier les parcours des usagers.
- **Relance du pôle soins** : Reconstitution des équipes (embauche d'un infirmier, d'un travailleur social et d'une infirmière de coordination) permettant de stabiliser et pérenniser les structures d'hébergement spécialisées, LAM et LHSS.
- **Renforcement de l'insertion** : L'activité d'insertion a franchi un cap majeur avec le lancement effectif des mesures d'Accompagnement Vers et Dans le Logement (AVDL) : 94 mesures en 2025. En outre, le dispositif « Les Jardins de l'Union » (JDU), a été consolidé et gère désormais un parc de 101 logements, offrant un toit à environ 400 personnes.
- **Modernisation** : Déploiement du logiciel Tagalis, pour une meilleure traçabilité du parcours des dossiers des bénéficiaires et une fiabilisation accrue des indicateurs d'activité.

HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU CONTEXTE

Selon une enquête menée par le Samusocial Moskva à l'issue de l'année 2025, un peu plus de 2 000 personnes sans domicile fixe ont eu accès à un hébergement d'urgence à Moscou et dans sa région pendant l'hiver. En comparant ces chiffres à ceux de 2020 (14 000 personnes sans abri), cela représente seulement 15 à 20 % d'entre elles. En effet, si Moscou dispose d'un système d'aide bien développé (centre social Glinka, refuges d'associations), le nombre de places est insuffisant et aggravé par le refus de nombreuses personnes d'aller dans ces refuges, à cause des règles trop strictes, de la promiscuité, et du fait de devoir cohabiter avec des personnes désocialisées. C'est particulièrement vrai pour ceux qui ont perdu leur logement récemment et ne se considèrent pas comme des personnes sans abri. L'une des conséquences est que les personnes arrivées le plus récemment à la rue, alors qu'il faudrait leur trouver rapidement un hébergement pour éviter que leur état ne se dégrade, restent sans solution d'hébergement, car il n'existe presque pas d'alternatives à l'hébergement traditionnel en institution. Face à ce constat, le Samusocial Moskva a lancé un programme d'hébergement de type «auberge», qui a déjà bénéficié à plus de 100 personnes en leur donnant accès à un logement temporaire et un accompagnement par des travailleurs sociaux.

PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Les bénéficiaires du Samusocial Moskva sont en majorité des hommes, adultes, sans domicile. Leur âge moyen est de 50 ans, et la majorité étaient résidents à Moscou avant de se retrouver sans abri (environ 60%). La plupart souffrent de maladies chroniques, de problèmes de peau (plaies, engelures, séquelles d'opérations, etc.). Ils sont très vulnérables face à la tuberculose.

Le Samusocial Moskva prend également en charge des femmes adultes sans domicile. Leur âge moyen est de 51 ans et, comme les hommes, elles résidaient pour 60% à Moscou avant de se retrouver en rue. La plupart ont des maladies chroniques ; elles sont également plus exposées au VIH et aux autres infections sexuellement transmissibles.

Le Samusocial Moskva rencontre également et vient en aide à des personnes en grande précarité (on peut parler de « sans-abrisme caché ») : il s'agit de personnes travaillant dans des métiers précaires ou ayant de petits revenus occasionnels, vivant dans des auberges ou chez des connaissances mais sans réellement avoir de lieu à elles. Elles souffrent de maladies chroniques, de troubles psychiques ou d'addictions ; c'est la raison pour laquelle elles perdent souvent leur revenu et leurs liens sociaux, et risquent de se retrouver à la rue.

Enfin, le Samusocial Moskva rencontre des personnes en situation de difficulté temporaire : généralement venues à Moscou ou dans une grande ville pour travailler ou rejoindre de la famille, elles sont victimes d'escroquerie ou de violences. Elles se retrouvent sans ressources, ont besoin d'un hébergement d'urgence, d'un accès aux soins, et d'une aide pour rentrer chez elles.

ACTIVITÉS



Équipes Mobiles d'Aide

L'équipe Mobile est composée d'un conseiller médical, d'un chauffeur formé au travail social et, si besoin, d'un travailleur social. Elle effectue 5 maraudes régulières par semaine dans les lieux fréquentés par les personnes sans domicile à Moscou, en soirée dans des squares situés près des gares, mais aussi en après-midi sur un lieu de distribution de repas proche du Centre d'adaptation sociale Glinka.

Ces maraudes ont lieu y compris les jours fériés, en fonction des besoins des bénéficiaires. Lors de ces maraudes, l'équipe distribue :

- des kits d'hygiène (savon, shampoing, lingettes, rasoirs, protections hygiéniques, etc.),
- des informations sur la santé et sur les lieux d'aide disponibles,
- des vêtements chauds, des chaussures, des sous-vêtements et des chaussettes,
- des médicaments simples.

Si nécessaire, l'équipe réalise des soins d'urgence (pansements, etc.) et fournit les premiers soins possibles.

Une attention particulière est portée aux personnes sans domicile souffrant de maladies chroniques ou en situation de handicap. Le travailleur social leur fournit des aides orthopédiques (sur prescription médicale) et élabore avec elles des plans d'accompagnement pour refaire des papiers d'identité, trouver un hébergement d'urgence ou un séjour longue durée dans des refuges sociaux, accéder aux soins médicaux dans les polycliniques et hôpitaux de Moscou.



Hébergement d'Urgence / Centre de jour

Le travail de rue est étroitement lié aux deux permanences d'accueil et de consultation. L'EMA oriente vers ces permanences pour un accompagnement social plus durable, des conseils et des soins. Deux permanences sont assurées : 3 jours par semaine dans le centre de Moscou, et 2 jours dans le nord de Moscou. Les conseillers médicaux et travailleurs sociaux y proposent des conseils en santé, les premiers soins (pansements, soin des plaies et inflammations), des médicaments simples, des vêtements et chaussures, une aide pour remplir des papiers d'identité, une orientation vers un hébergement en auberge ou dans des refuges à Moscou, des produits de première nécessité (vêtements chauds, chaussures, sous-vêtements, lunettes...).



Orientations et aides à l'insertion

Plus de 650 services ont été fournis : accompagnement vers des hôpitaux ou services sociaux (prise en charge des consultations, analyses, examens pour une hospitalisation, fourniture de médicaments simples et de matériel (appareillage...), achat de billets de transport pour permettre à des personnes sans abri d'autres régions de rentrer chez elles ou d'être hébergées dans d'autres villes de Russie ; paiement des frais pour refaire des papiers d'identité...



Actions de plaidoyer

Le Samusocial Moskva collabore avec des avocats travaillant dans des établissements sociaux publics, et prend en charge les frais de justice et autres frais (reconstitution de papiers d'identité...) pour défendre les droits des bénéficiaires lorsqu'ils ont été bafoués. En 2025, le Samusocial Moskva a ainsi contribué à gagner un procès permettant à un bénéficiaire à récupérer son appartement, dont la propriété lui avait été volée.



Soutien aux associations partenaires

Le Samusocial Moskva collabore de façon continue avec deux organisations : le « Centre d'enregistrement des personnes sans domicile fixe et sans emploi » à Saint-Pétersbourg, et l'association régionale « La Force des personnes » à Kaliningrad. Avec elles, il mène des projets d'aide sociale et de premiers soins pour les personnes sans abri, dans la rue et dans les accueils d'urgence de Saint-Pétersbourg et de Kaliningrad. En décembre, le Samusocial Moskva a lancé un nouveau partenariat avec le Fonds « Obereg » à Irkoutsk. Ensemble, ils développent des premiers soins et des consultations pour les personnes en grande difficulté et sans logement. Le Samusocial Moskva fournit des produits d'hygiène et d'autres aides humanitaires, une supervision du travail de terrain, et un soutien technique.

En outre, début 2025 un nouveau partenariat a été lancé avec l'Académie lyrique Sainte-Croix (Accademia Lirica Santa Croce), une école pour jeunes chanteurs d'opéra, dirigée par le célèbre chanteur d'opéra italien Maestro Alessandro Svab. Dans le cadre d'une initiative bénévole, le 24 mars 2025, deux concerts ont été organisés pour des personnes sans abri qui habitent dans le centre « Lyublino » du Centre d'adaptation sociale E.P. Glinka, et dans l'accueil d'urgence « Teply Priyom » à Khimki, près de Moscou. Ont été interprétés des extraits célèbres du répertoire lyrique classique, des chansons populaires russes, ainsi que d'autres morceaux célèbres. Ces concerts ont eu un grand retentissement, aussi bien auprès des personnes sans domicile que parmi les employés de ces établissements sociaux. Plonger dans l'ambiance de la musique et du chant a été très important pour le contexte émotionnel des bénéficiaires : cela a renforcé leur confiance et leur volonté de surmonter les barrières liées à l'exclusion sociale.

CHIFFRES CLÉS

- **3 840** bénéficiaires différents, dont **2 803** hommes/garçons et **1 037** filles/femmes
- **263** maraudes réalisées
- **61** orientations vers un hébergement (centre de nuit, résidentiel, constitution dossiers accès logement social)
- **9 386** consultations médicales / soins infirmiers
- **17 075** entretiens sociaux (ou socio-éducatifs) réalisés
- **3** actes liés à de l'insertion sociale ou professionnelle (entretiens préparatoires ou de suivi avec la famille, médiation familiale, placement en formation professionnelle, accompagnement pour l'obtention de pièces d'état civil...)
- **3** sensibilisations avec un objectif de santé ou de développement psychosocial et éducatif
- **50** entretiens psychologiques
- **288** permanence dans des structures partenaires

ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

Un **nouveau véhicule** aux couleurs du Samusocial Moskva a pu être acquis et mis en circulation. Cela permet de mieux faire connaître le Samusocial, d'élargir les interventions mobiles dans la rue, et d'avoir plus de possibilités pour transporter les bénéficiaires vers des lieux de soins médicaux et sociaux.

Un **nouveau programme d'hébergement en auberge** pour les personnes sans domicile ou en situation de grande difficulté a été démarré. Ce programme vise à créer un véritable système d'accompagnement par étapes, pour aider les personnes à sortir durablement de la rue.

Un **nouveau programme d'aide aux personnes sortant de prison** (dans le cadre de la probation) a également été lancé, avec un élargissement des actions du Samusocial à un nouveau public cible. Ce programme offre de nouvelles possibilités d'intégration dans le système d'aide sociale de Moscou. Une convention de coopération a été signée avec les autorités chargées du contrôle judiciaire à Moscou.

Enfin, l'année 2025 a vu **l'élargissement de l'accès aux programmes** du Samusocial Moskva pour les personnes sans domicile ou en situation difficile, et des actions ont été mises en place dans une nouvelle ville, Irkoutsk.



TUNIS, TUNISIE

Samusocial Grand Tunis

HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU CONTEXTE

Le Ministère des Affaires Sociales est à l'origine d'une initiative promouvant le développement de services Samusocial en Tunisie. Dans ce cadre, en 2015 le Centre d'Encadrement et d'Orientation Sociale du Grand Tunis (CEOS), établissement public d'hébergement d'urgence, a lancé ses maraudes et sollicité l'appui du Samusocial International pour l'accompagner dans le développement de ses interventions en rue auprès des adultes sans abri de l'agglomération du Grand Tunis. Le Samusocial International est ainsi partenaire depuis 2017 du Ministère des Affaires Sociales, de son Comité Général pour la Promotion Sociale (CGPS) et du Samusocial Grand Tunis, qui fait partie du réseau international des Samusociaux. Le contexte d'intervention du Samusocial en Tunisie est marqué par des transformations socio-économiques, l'augmentation du coût de la vie, des difficultés d'accès au logement et à l'emploi, ainsi que certaines problématiques liées à la santé mentale et aux addictions. Dans ce cadre, le Samusocial Grand Tunis assure des interventions sociales et sanitaires d'urgence à travers des maraudes, l'accompagnement psychosocial, l'orientation et la mise à l'abri des personnes en situation de grande vulnérabilité. Le dispositif joue également un rôle important de coordination entre les institutions publiques et les associations partenaires afin de favoriser la continuité et la qualité de la prise en charge.

Au cours de l'année écoulée, le contexte d'intervention a été caractérisé par une demande sociale croissante ainsi que par le renforcement du travail avec les autorités régionales, les acteurs institutionnels et les associations. Cette dynamique a contribué à améliorer la visibilité du dispositif et la qualité des interventions de proximité au profit des personnes sans abri et en situation d'exclusion sociale.

PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Le dispositif du Samusocial Grand Tunis a permis d'accompagner 93 personnes sans domicile fixe.

La population accompagnée est majoritairement masculine (77%), bien que les femmes représentent également une proportion importante (23%), souvent confrontées à des situations accrues de vulnérabilité, de précarité et d'exposition aux violences. Les adultes représentent 57% des personnes prises en charge, tandis que les personnes âgées constituent 42% des bénéficiaires. Le niveau d'instruction est globalement faible, 81% des bénéficiaires disposant d'un niveau d'éducation limité au cycle de base ou primaire. Parmi les causes identifiées de leur présence en rue, on retrouve des causes économiques pour environ 46% d'entre elles (ces personnes sont en situation de chômage ou disposent de revenus insuffisants, ce qui conduit souvent à la perte de leur logement) ; des causes sociales pour 44% des bénéficiaires (elles ont connu la désintégration familiale, les violences domestiques ou la perte du soutien familial) ; des causes sanitaires pour presque 10% d'entre eux : les problèmes mentaux ou les maladies chroniques dont souffrent les personnes les amènent à vivre en rue. Les besoins des personnes accompagnées concernent principalement la mise à l'abri, l'accès à l'alimentation, à l'hygiène et aux soins de santé, notamment pour les pathologies chroniques et les troubles psychiques. Ils portent également sur l'accompagnement psychosocial, le renforcement des liens sociaux et familiaux ainsi que l'orientation vers les dispositifs de protection et d'insertion sociale. Enfin, les bénéficiaires du Samusocial Grand Tunis se trouvent majoritairement en rue depuis plus de trois mois. Ils occupent des zones animées à haute fréquentation.

ACTIVITÉS



Équipes Mobiles d'Aide

Le Samusocial Grand Tunis réalise cinq maraudes nocturnes par semaine.

Son équipe mobile d'aide offre des soins infirmiers, des distributions de repas, un suivi des projets individuels.



Hébergement d'Urgence / Centre de jour

Le Samusocial Grand Tunis est un service du Centre d'Encadrement et d'Orientation Sociale de Tunis, centre d'hébergement d'urgence ouvert aux personnes vulnérables. Il peut y orienter les personnes rencontrées pour une prise en charge adaptée à leurs besoins (hébergement, écoute psychosociale, soins infirmiers).



Soutien aux associations partenaires

- Le SSGT accompagne toutes les démarches administratives (état civil, droits sociaux) en étroite collaboration avec les services concernés.
- Le SSGT collabore avec les associations actives dans son domaine, et notamment avec l'association Unis pour l'humanité pour la distribution conjointe de repas chauds.



Orientations et aides à l'insertion

Le Samusocial Grand Tunis propose un accompagnement pour l'accès aux droits sociaux et un soutien à la réalisation de projets de sortie de rue. Ses relations privilégiées avec les acteurs publics de la santé, des affaires sociales et de la justice facilitent son travail de prise en charge et d'accompagnement.



CHIFFRES CLÉS

- **93** bénéficiaires différents
Dont **72** hommes et **21** femmes
- **82** maraudes réalisées
- **248** consultations médicales / soins infirmiers
- **391** entretiens sociaux (ou socio-éducatifs) réalisés
- **209** actes liés à de l'insertion sociale ou professionnelle (entretiens préparatoires ou de suivi avec la famille, médiation familiale, placement en formation professionnelle, accompagnement pour l'obtention de pièces d'état civil...)
- **154** repas chauds distribués

ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

- **Renforcement du travail en réseau** et des interventions conjointes avec plusieurs partenaires institutionnels et associatifs tels que l'association Unis pour l'Humanité, le Lions Club, le Rotary Club et Médecins du Monde intervenant dans le domaine de l'assistance sociale et de la prise en charge des personnes sans-abri.
- La célébration du **Nouvel An**, organisée le 31 décembre 2025 au Centre d'Encadrement et d'Orientation Sociale de Tunis, en présence de Monsieur le Gouverneur de Tunis, a constitué un moment marquant pour les résidents et le personnel du centre. Elle a également contribué à renforcer la visibilité institutionnelle du dispositif Samusocial et à mettre en lumière les réalités vécues par les personnes sans-abri dans le Grand Tunis.
- **Maintien des activités du dispositif malgré des contraintes logistiques importantes**, notamment l'arrêt temporaire du véhicule Samusocial entraînant la suspension des maraudes suite à une panne technique majeure. Grâce à la mobilisation continue de l'équipe et à l'adaptation des modalités d'intervention, les activités ont pu se poursuivre au sein du Centre d'encadrement et d'orientation sociale, face au manque de ressources matérielles et aux difficultés de transport.



HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU CONTEXTE

Le Samusocial Pointe-Noire (SSPN), association de droit congolais, agit depuis 2006 pour lutter contre l'exclusion sociale des enfants et jeunes vivant en rue (EJVR). Son action repose sur les principes de l'urgence sociale : aller à la rencontre des plus vulnérables, les mettre hors de danger et favoriser leur réinsertion grâce à un réseau de partenaires publics et privés. En effet, à Pointe-Noire, de nombreux enfants et jeunes, filles comme garçons, survivent dans la rue, privés de leurs droits fondamentaux et de leur dignité. Cette situation s'inscrit dans un contexte national marqué par de profondes inégalités et par l'insuffisance de services publics inclusifs, durables et équitables. L'absence d'application effective des lois de protection de l'enfance et de politiques de soutien aux familles accentue leur vulnérabilité. Lorsque les structures familiales sont fragilisées ou défaillantes, ces enfants n'ont souvent d'autre alternative que de rejoindre la rue, où ils se retrouvent exposés à l'exclusion sociale et à de multiples risques. En 2025, le SSPN a consolidé ses interventions dans les domaines de la santé, du soutien psychosocial, de la protection de l'enfance, de l'éducation et de l'assistance juridique. L'année a également marqué un renforcement du plaidoyer, avec la participation active des enfants en situation de rue et l'intégration systématique de la dimension genre dans ses activités. Enfin, une nouvelle étude interdisciplinaire est venue enrichir les actions de sensibilisation et de plaidoyer, confirmant le rôle du SSPN comme acteur clé de la protection et de la promotion des droits des enfants et jeunes vivant en rue à Pointe-Noire.

PERSONNES ACCOMPAGNÉES

À Pointe-Noire, les enfants et jeunes vivant en rue, filles comme garçons, se retrouvent privés de la protection familiale. Certains trouvent ponctuellement en rue leurs moyens de subsistance, tandis que d'autres y vivent de manière permanente, parfois durant plusieurs années. Depuis 2006, le SSPN a identifié plus de 3 500 enfants et jeunes en situation de rue, et constate chaque année une croissance régulière de nouveaux arrivants. En 2025, la base de données du SSPN a enregistré 642 enfants et jeunes pris en charge (dont 19 % de filles), contre 615 (18,21 %) en 2024, majoritairement âgés entre 12 ans et 15 ans. Parmi eux, 175 nouveaux enfants ont été identifiés (24 % de filles), contre 159 (22 %) l'année précédente. Sur la dernière décennie, le flux annuel d'arrivées en rue varie entre 150 et 200 nouveaux enfants.

Ces enfants sont principalement rencontrés lors des maraudes, mais certains sont signalés comme « égarés » par les commissariats de police, des partenaires associatifs ou des riverains. Leur quotidien se caractérise par des conditions de vie extrêmement précaires (dormir sans abri, dans la poussière, le froid, l'humidité, sans accès à de l'eau propre), par des stratégies économiques de survie (mendicité, petits métiers de rue, vols) et par des stratégies de survie psychique (appartenance à un groupe, occupation d'un territoire). Ces facteurs les exposent à de nombreuses pathologies (paludisme, pneumopathies, parasitoses, dermatoses), à des traumatismes physiques (agressions, accidents) et à des souffrances psychologiques liées aux violences et discriminations. Leur développement personnel exige une approche localisée, multidimensionnelle, concertée et pérenne, afin de répondre durablement à leurs besoins et de favoriser leur réinsertion sociale.

ACTIVITÉS



Équipes Mobiles d'Aide

Les EMA, composées d'1 chauffeur-accueillant social, d'1 professionnel de santé (médecin, infirmier ou aide-soignant) et d'1 travailleur social, parfois renforcées par 1 psychologue, assurent 6 maraudes de nuit par semaine, dont une spécifiquement dédiée aux filles. En journée, elles poursuivent leurs interventions auprès des enfants qui ne peuvent être rencontrés le soir ou qui n'ont pas pu honorer les rendez-vous fixés lors des maraudes nocturnes. Les EMA sillonnent les 6 arrondissements à bord d'un véhicule identifié Samusocial Pointe-Noire, équipé pour dispenser des soins médicaux. Ces rencontres favorisent l'instauration de relations de confiance grâce au soin, à l'écoute et au dialogue. Les enfants les plus en danger bénéficient de mises à l'abri d'urgence vers le CHUSIP.



Maraude spécialisée filles



Orientations et aides à l'insertion

L'accompagnement social vise à soutenir les enfants et jeunes en situation de rue (EJVR) dans leur capacité psychique et sociale à se projeter vers un avenir en dehors de la rue. Des processus individualisés de protection et / ou d'autonomisation ont ainsi été préparés, avec ou sans implication familiale. Les rencontres avec les familles ont permis d'approfondir le contexte, de maintenir ou de rétablir les liens et d'évaluer la possibilité d'un retour en milieu familial.



Jeune fille en formation professionnelle



Hébergement d'Urgence / Centre de jour

Le Centre d'hébergement d'urgence avec soins infirmiers et psychologiques (CHUSIP) du SSPN offre une solution d'accueil à court ou moyen terme (de quelques jours à plusieurs mois) pour les enfants exposés à des dangers dans la rue. D'une capacité de 24 places, il fonctionne en continu, 24h/24 et 365 jours par an. Sa vocation polyvalente et pluridisciplinaire permet la mobilisation quotidienne d'infirmiers, de surveillants accueillants sociaux et de travailleurs sociaux, dont la mission commune est d'accompagner chaque enfant à retrouver des rythmes et repères fondamentaux. En complément des temps de repos et de repas, les enfants participent à des activités socio-éducatives (ateliers artistiques, sport, contes, lecture, jeux de société...), encadrées par les professionnels du centre, des prestataires ou des bénévoles. En 2025, dans une perspective de meilleure prise en compte des vulnérabilités liées au genre, le centre a également hébergé en urgence deux jeunes mères avec leurs bébés, répondant à une demande croissante d'accueil pour les filles mères vivant en rue. Des travaux de réaménagement des dortoirs apparaissent donc nécessaires afin d'organiser l'accueil en mixité de genre et de répondre plus efficacement aux besoins spécifiques des filles et jeunes femmes en situation de rue, notamment celles accompagnées de leurs enfants.



Actions de plaidoyer

Dans le but de garantir l'accès au droit commun des EJSR, le SSPN s'est adjoint les services d'une avocate afin de leur fournir une assistance juridique adaptée, en particulier dans les procédures de déclarations tardives de naissance, pour garantir la protection de leurs droits et faciliter leur réintégration.

-Le **Comité des Enfants pour la Défense des Droits (CEDD)**, créé en 2023 et composé de 12 enfants (6 filles et 6 garçons), a pris part activement aux tables rondes et campagnes de sensibilisation organisées à l'attention des autorités.

-Le **cadre de concertation des acteurs de la prise en charge des EJVR**, réunissant les représentants des services publics clés impliqués dans la protection de l'enfance ainsi que les organisations de la société civile offrant un accompagnement direct aux EJVR, s'est réuni à plusieurs reprises au cours de l'année. Ces travaux ont abouti à l'élaboration d'un plan d'action pluriannuel (2025-2027), présenté lors d'une réunion plénière en présence d'autres acteurs de la ville.

Les plaidoyers ont porté sur plusieurs points essentiels : La gratuité des soins dans les hôpitaux publics pour les EJVR ; la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les décisions judiciaires visant leur réintégration sociale ; la suppression des frais de dépôt des requêtes et plaintes, et des frais de justice pour les EJVR; l'application effective du ministère obligatoire de l'avocat dès la garde à vue des mineurs, (art 74, al. 5 de la loi n°4-2010 du 14 juin 2010 sur la protection de l'enfant en République du Congo.)



Table ronde du CEDD



Soutien aux associations partenaires

Les centres partenaires assurent une protection de remplacement pour les enfants en rupture familiale, conformément aux ordonnances de placement provisoire délivrées par le tribunal pour enfants. Certains bénéficient d'une scolarisation, et d'autres suivent des formations professionnelles. Toutefois, ces structures rencontrent des difficultés liées au manque de ressources, notamment pour répondre aux besoins médicaux et assurer un suivi psychologique adapté, en particulier pour les enfants en souffrance psychique ou présentant des troubles de santé mentale. Des permanences ont également été organisées dans les commissariats de police et à la maison d'arrêt de Pointe-Noire auprès des EJVR en détention ou incarcérés.

CHIFFRES CLÉS

- **642** bénéficiaires différents
Dont **520** hommes/garçons et **122** femmes/filles, **446** personnes mineures et **196** majeures
- **241** maraudes réalisées
- **162** personnes hébergées au centre Samusocial
- **214** orientations vers un hébergement (centre samusocial ou autre)
- **1 803** consultations médicales / soins infirmiers
- **1 070** entretiens sociaux (ou socio-éducatifs)
- **335** entretiens psychologiques
- **327** actes liés à de l'insertion sociale ou professionnelle (entretiens préparatoires ou de suivi avec la famille, médiation familiale, placement en formation professionnelle, accompagnement pour l'obtention de pièces d'état civil...)
- **1 070** entretiens sociaux ou socio-éducatifs réalisés
- **154** repas chauds distribués
- **194** permanence dans des structures partenaires
- **200** sensibilisations réalisées dont **100** avec un objectif de santé et **100** avec un objectif de développement psychosocial ou éducatif
- **4** structures soutenues

ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

- **28 février : Séminaire de restitution de l'étude « Des enfants sans droits »**

L'étude a permis d'actualiser les connaissances relatives aux enfants et jeunes en situation de rue, en mettant en évidence leurs conditions de vie ainsi que les différentes stratégies de survie auxquelles ils recourent. Une partie des travaux a également porté sur l'analyse du cadre juridique en République du Congo, en lien avec le respect et la protection des droits des enfants et des jeunes concernés.

- **12 avril : Journée internationale des enfants en situation de rue et plénière du cadre de concertation des acteurs engagés dans la prise en charge des EJSR à la Chambre consulaire de Pointe-Noire**

Cette rencontre a permis de présenter le plan d'action pluriannuel 2025-2027 et a abouti à la proposition de création d'un nouveau groupe thématique sur l'accès à la culture. La plénière a rassemblé plus de 100 participants, témoignant de la mobilisation et de l'intérêt des acteurs locaux et institutionnels.

- **Journée internationale de l'enfant africain (16 juin), Journée mondiale des droits de l'enfant (20 novembre)**

Ces événements ont rassemblé plus de 300 participants (enfants, autorités locales, professionnels, associations) respectivement autour des thèmes « Planification et budgétisation des droits des enfants » et « Ma journée, mes droits ». Ils ont permis de sensibiliser les représentants de l'État sur la nécessité de développer des solutions concertées répondant aux besoins des EJSR. Ils ont également mis en avant l'importance d'un engagement accru du secteur privé, invité à investir dans l'ensemble des enfants, y compris les plus vulnérables. Les EJSR ont été directement impliqués dans les préparatifs, à travers des expressions artistiques et leur participation à une table ronde réunissant le CEDD et les autorités locales. Ils ont ainsi pu affirmer leur statut de titulaires de droits auprès des représentants de l'État.



- **Réalisation du documentaire « Des enfants sans droits », avec la participation directe des EJSR**

Conçu en complément de l'étude interdisciplinaire, il rassemble des témoignages poignants sur leurs conditions de vie et leurs stratégies de survie. Il constitue un outil de sensibilisation majeur, destiné à mettre en lumière les problématiques psychosociales et sanitaires auxquelles sont confrontés les EJSR.

- **Campagnes de sensibilisation**

Dans un contexte de forte stigmatisation des EJSR, des campagnes de sensibilisation ont ciblé des professionnels des services publics visant l'accessibilité des EJSR dans les services des droits communs et le public à travers des affiches urbaines, des SMS. Au total plus de 3000 personnes ont été touchées par ces vagues de campagnes de sensibilisation (dont des policiers, gendarmes, magistrats, professionnels de santé et social, des riverains, etc.)



BRUXELLES, BELGIQUE

samusocial
brussels

HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU CONTEXTE

Le Samusocial Brussels agit depuis 1999 pour répondre au problème croissant de la grande exclusion dans la capitale belge. Le dernier dénombrement des personnes sans chez-soi en Région de Bruxelles-Capitale faisait état de 9 777 personnes sans abri ou mal logées, dont près de 1 000 personnes vivant en rue.

2025 restera dans les annales comme “l’année sans gouvernement bruxellois” : comme pour bon nombre d’organismes du secteur, l’incertitude engendrée par cette situation inédite a affecté au quotidien les missions et les équipes. Le temps anormalement long pour faire entendre les besoins a amené le Samusocial Brussels à prendre des décisions risquées mais nécessaires pour maintenir ses dispositifs, sans garanties financières, afin d’assurer la continuité des missions d’accueil d’urgence pour les milliers de personnes.

L’année 2025 a été une nouvelle fois marquée par la crise de l’accueil en Belgique. Face au durcissement des mesures fédérales liées à l’asile et à la migration et à l’exclusion de certains profils de la protection internationale, des milliers de demandeur et demandeuses continuent de se retrouver sans abri, faute de solutions adaptées. Par ailleurs, au cours de l’année, 30 410 personnes ont vu leur demande d’hébergement au Samusocial être refusée, faute de place. Dans un climat sociopolitique de plus en plus tendu, marqué par le recul des droits sociaux et par une politique migratoire « la plus stricte jamais menée », les mailles du filet de sécurité se resserrent, excluant un nombre croissant de personnes de l’accès à leurs droits fondamentaux. L’urgence sociale touche des publics toujours plus larges, imposant de repenser et d’adapter les approches.

PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Les dispositifs d’hébergement du Samusocial Brussels se déclinent en deux pôles, accueillant un public sans abri d’une part, et des demandeurs et demandeuses de protection internationale d’autre part. Chaque centre est destiné à accueillir un public spécifique, afin d’adapter au mieux les services dispensés en fonction des besoins particuliers des personnes. Parmi elles, plus de la moitié étaient des hommes isolés (54 %, soit 6 121), 14% de femmes isolées dans les deux pôles, soit 1 539, 26% de personnes en famille dans les deux pôles, soit 2 933 et 7% de MNA dans les deux pôles.

Le public accueilli présente souvent des vulnérabilités multiples, notamment sur les plans psycho-social et de la santé mentale, nécessitant un accompagnement renforcé et pluridisciplinaire : les bénéficiaires cumulent des parcours migratoires difficiles, des expériences traumatiques, voire des pathologies psychiatriques lourdes.

Par ailleurs, les équipes observent le vieillissement global de la population hébergée, accompagné de problématiques spécifiques comme la fin de vie. Dorénavant, près de la moitié des personnes accueillies dans les centres et dispositifs pour personnes sans abri a de plus de 41 ans (un quart en 2024). Le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans a quant à lui été multiplié par cinq en un an.

ACTIVITÉS



Équipes Mobiles d'Aide

Les EMA parcourent jour et nuit l'ensemble du territoire de la Région bruxelloise et ses communes avoisinantes afin d'apporter une aide et un soutien aux personnes sans abri, pour :

- Répondre aux signalements de personnes en détresse repérer de nouveaux lieux de vie de personnes sans abri ;
- Engager un dialogue et établir un lien de confiance avec les personnes rencontrées ;
- Effectuer un diagnostic des problématiques ;
- Répondre aux besoins de première nécessité (distribution d'eau et de nourriture, de vêtements ou de kits d'hygiène, prestation de soins de première ligne, etc.), et ce en particulier auprès des personnes les plus vulnérables ;
- Informers, accompagner et orienter vers des services adaptés aux besoins spécifiques de chaque personne (centre d'hébergement, hôpital, CPAS, etc.) ;
- Collaborer avec le réseau associatif afin d'enrichir et de renforcer le suivi des personnes.



Hébergement d'Urgence / Centre de jour

1. Le pôle « Sans abri » : hébergement et accompagnement des personnes sans abri à Bruxelles, dans une optique de réinsertion et d'orientation vers la sortie de rue. Ce pôle se décline lui-même en deux types de dispositifs :

-L'hébergement d'urgence, une réponse immédiate et temporaire aux personnes sans solution d'hébergement avec accueil 7j/7 et 24h/24 pour les personnes les plus vulnérables, proposant au-delà de l'hébergement des services d'hygiène et des permanences psycho-médico-sociales. Dans les centres pour les familles sont également proposées des activités spécifiques pour la petite enfance, le soutien à la parentalité et des activités socio-culturelles et sportives, une aide à la scolarisation.

-Le Housing, fruit des expertises conjuguées de cinq partenaires du secteur (le Samusocial, Pierre d'Angle, SMES, l'Ilot et Diogenes) qui regroupe plusieurs programmes d'hébergement. Il permet de proposer un cadre d'hébergement plus stable et plus durable en accompagnant le/ la locataire avec une équipe pluridisciplinaire dans tous les domaines de sa vie, pour lui permettre de se stabiliser et de faciliter son insertion. Ce dispositif peut être permanent (Step Forward), pour des jeunes en errance, souffrant d'assuétudes et/ou de fragilité psychique pour qui résoudre durablement la question du logement constitue la priorité pour un traitement efficace des causes de rupture. Il peut aussi être transitoire (Casa Vesta, Casa Frida et programme Issue) via des lieux d'hébergement dédiés aux femmes seules et aux mamans solo, offrant un espace de répit, avec la possibilité de reprendre son souffle, de briser l'isolement, et d'amorcer un travail en vue d'une réinsertion sociale et professionnelle complète.

2. Le pôle « Asile et Migration », pour lequel le Samusocial est mandaté par Fedasil (Agence fédérale pour l'accueil des demandeur-euses d'asile) et permettant l'accueil et l'accompagnement des demandeur-euses de protection, dans le cadre prévu par la « Loi Accueil » : hébergement 24h/24, produits d'hygiène et vêtements (vestiaire), consigne et laverie, accompagnement (para)médical et socio-administratif, assistance juridique et suivi social, activités socio-culturelles, récréatives et éducatives, travail communautaire.



Orientations et aides à l'insertion

La mission d'accompagnement du Samusocial consiste à soutenir, orienter et suivre de manière individualisée les bénéficiaires, en vue d'une autonomisation et d'une réinsertion complète et durable. Pour cela, les équipes collaborent pour fournir une prise en charge globale et un accompagnement de qualité :

- Accompagnement social (démarches administratives, sociales, juridiques, etc.) pour orienter vers des solutions de sortie de rue les plus durables possibles.
- Accompagnement médical : consultations et un suivi (para-)médical (diagnostic, soins, administration de traitements, vaccination, prévention et sensibilisation, etc.).
- Accompagnement psychologique organisation d'entretiens psychologiques et d'activités thérapeutiques et orientations vers des partenaires pour des solutions adaptées
- Orientation de sortie de rue adaptées (logement privé, maisons d'accueil, réseau Fedasil, etc.).

Le Pôle Insertion Socio-Professionnelle (ISP), incarne également l'engagement du Samusocial de Bruxelles envers l'accompagnement, l'une des missions clés de l'organisation. Il s'agit d'un levier puissant pour lutter contre l'exclusion sociale, en facilitant l'accès au marché de l'emploi.



Actions de plaidoyer

La mission « Témoigner » du Samusocial de Bruxelles consiste à porter à la connaissance des institutions bruxelloises et du public le positionnement du Samusocial sur les réalités et les enjeux du sans-abrisme et des demandeurs et demandeuses de protection internationale. Comme actrice de changement, l'association témoigne des évolutions des situations rencontrées sur le terrain et interpelle les instances politiques quand cela s'avère justifié.

Tous les deux ans, le Samusocial de Bruxelles produit une large campagne de sensibilisation autour d'un enjeu spécifique de son action, afin de le porter à la connaissance du grand public, et de le visibiliser auprès des institutions politiques : « Femmes » en 2021, « Sans papiers, sans droits, sans abri » en 2023, « Jamais. Un enfant ne devrait jamais dormir dans la rue. » en 2025.

CHIFFRES CLÉS

- **2732** personnes rencontrées par les EMA bénéficiaires différents
Dont **2 115** hommes **433** femmes et **184** mineurs
- **24 402** prestations d'aide offertes (distribution de nourriture, d'eau ou de couvertures, écoute et lien, accompagnement PMS, etc.) par les équipes mobiles (78 % la nuit et 22 % le jour)
- **11 383** personnes hébergées en centre Samusocial: dont **9 521** dans le pôle Sans abris (**5 252** hommes isolés et **1 334** femmes isolées) et **1 862** personnes dans le pôle Asile et Migration (**869** hommes isolés, **205** femmes, **34** MNA et **754** personnes en famille, dont **384** enfants)
- **1 703** orientations vers un hébergement (centre samusocial ou autre)
- **4 406** consultations médicales / soins infirmiers dans les centres du pôle sans-abris
- **6 405** entretiens sociaux (ou socio-éducatifs) réalisés dans les centres du pôle Sans abris
- **2 159** personnes orientées vers des solutions de sortie de rue (logement privé, maison d'accueil, etc.)

ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

- Le **soutien aux MNA dits « en errance »**, un enjeu primordial

L'année 2025 a été marquée, au printemps, par l'ouverture de la Maison Alif, un nouveau centre « bas-seuil » innovant de 12 places à destination de Mineurs Non-Accompagnés (MNA) dits « en errance ». Ce dispositif répond à un enjeu majeur : la présence croissante de MNA en rue, vivant dans des conditions d'extrême précarité et présentant des profils difficiles (assuétudes, criminalité, traumatismes, etc.).

- « Jamais. Un enfant ne devrait jamais dormir dans la rue. Pourtant, une personne sur quatre hébergée au Samusocial est un enfant », tel est le message porté par notre **campagne de sensibilisation et de plaidoyer lancée au mois de novembre**.

En 2025, alors que le réseau d'accueil pour les familles en Région de Bruxelles-Capitale n'a jamais été aussi important, le nombre de refus d'hébergement a atteint un niveau sans précédent (1/3 des premières demandes concernaient les personnes en famille et le nombre d'enfants rencontrés en rue a quadruplé en un an). En août, un cap alarmant a été franchi : 100 personnes en famille ont été refusées en une journée. La campagne a appelé à des mesures urgentes et structurelles pour garantir un accueil digne aux enfants, mais aussi à une réponse aux causes profondes de l'exclusion (accompagnement social, simplification des procédures d'asile, respect de l'obligation légale d'hébergement pour toute personne en demande de protection internationale, besoin de politique structurelle de logement abordable et durable).

- La **Réduction des Risques liés à l'alcool**, une approche innovante de santé publique

Un état des lieux mené dans l'ensemble des centres a mis en évidence les risques liés à la consommation de substances licites et illicites : pour éviter le manque dans les centres dont l'entrée est possible jusqu'à 22h, certains bénéficiaires peuvent boire très rapidement, ce qui favorise ainsi des comportements à risque, les violences ou les complications de santé. Un projet pilote de Réduction des Risques liés à l'alcool (RDR) a donc été lancé dans le centre d'accueil d'urgence pour femmes isolées Louiza, avant son éventuelle généralisation. Basée sur des principes d'humanisme et de pragmatisme, la RDR se veut une approche non jugeante, qui reconnaît la réalité de la consommation de substances en offrant des stratégies et des outils pour minimiser les risques. Les équipes seront d'abord formées afin de favoriser une posture non punitive et de déconstruire certaines idées reçues. L'un des enjeux majeurs du projet sera aussi la collecte de données sur les consommations des bénéficiaires. Grâce à des entretiens d'accueil et un suivi médical renforcé, les équipes pourront mieux cerner les besoins et adapter les dispositifs existants afin de faire évoluer les pratiques.



HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU CONTEXTE

Une importante partie de la population de Dakar se trouve en situation de grande pauvreté et d'exclusion sociale. Les personnes cherchant en rue des moyens de subsistance sont les plus visibles. Parmi eux, les enfants et jeunes vivant en rue sont les plus en danger : privés de protection et sans soutien familial, ces enfants et jeunes de la rue sont exclus des structures sociales, éducatives et sanitaires de droit commun et sont trop faibles ou trop désocialisés pour se rendre d'eux-mêmes vers les services d'aide existants.

Depuis 2003, l'association Samusocial Sénégal assure la prise en charge médicale et psychosociale de ces enfants et jeunes de la rue à Dakar. Il faut noter l'existence d'un cadre juridique national pertinent et un engagement du pays dans la réalisation des droits des enfants ; le Sénégal reconnaît que l'enfant est titulaire de droits et de protection dans le but d'assurer sa survie, son développement et son bien-être. Des actions concrètes sont menées en faveur de la protection de l'enfant ; ainsi l'Etat du Sénégal via le Ministère de la famille et des solidarités a pu retirer de la rue plus de 1200 enfants. Le Samusocial Sénégal, acteur clef dans l'intervention de rue s'est positionné avec d'autres partenaires opérationnels pour une synergie d'action en faveur des enfants en situation de rue.

Cependant, beaucoup de choses restent à améliorer : le cadre légal pourrait être renforcé, les ressources matérielles, humaines et financières manquent, les services sont inégalement répartis sur le territoire, ce qui affecte la mise en œuvre des droits de l'enfant dans le pays.

Fidèle à ses missions, le Samusocial Sénégal poursuit, en parallèle de ses interventions auprès des enfants et jeunes vivant en rue, son engagement auprès des acteurs de la protection sociale, comme le Ministère de la Famille et des solidarités ou la Direction Judiciaire à la protection de l'enfant.

PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Le SSN intervient auprès des enfants et jeunes en situation de rue mais aussi les femmes et jeunes mères vulnérables. En effet, il a été constaté, qu'au sein de la population vivant en rue, les filles et femmes en situation d'exclusion sociale ont besoin d'un soutien multidimensionnel spécifique, adapté à leur situation, notamment du fait de leur sur-vulnérabilité aux risques tant médicaux que psycho-sociaux.



Tournois de football organisés à destination des EJVR

ACTIVITÉS



Équipes Mobiles d'Aide

Constituées d'un travailleur social qui coordonne l'équipe, d'un soignant et d'un chauffeur, les Equipes Mobiles d'Aide EMA du Samusocial Sénégal sillonnent les rues de Dakar via des maraudes, de jour et de nuit, à bord d'une camionnette médicalisée facilement identifiable, pour repérer les enfants en danger, et leur apporter aide et protection. Les équipes peuvent également répondre à la demande d'autres acteurs ayant repéré des enfants de la rue. Les EMA sont professionnelles et pluridisciplinaires : une exigence de savoir-faire liée à la complexité du processus de réhabilitation physique et psychologique des enfants de la rue, avec comme principes fondamentaux l'empathie et la distance professionnelle. L'objectif premier de l'EMA est de créer un lien avec les enfants et jeunes de la rue. Compte-tenu des effets psychiques du processus de désocialisation, voire d'auto-exclusion, il est nécessaire d'initier le mouvement en « allant vers » eux et de travailler ce lien, c'est-à-dire de les mettre suffisamment en confiance pour qu'ils puissent venir vers l'EMA. Cela signifie qu'ils acceptent de reconnaître les professionnels de l'EMA comme des tiers aidants.



Orientations et aides à l'insertion

Le SSN accompagne les enfants et adolescents hébergés au CHUSIP mais aussi ceux vivant en rue dans leur projet de sortie de rue. Chaque histoire est différente et la construction du projet de sortie de rue est fonction de la situation familiale, des opportunités existantes et de la manière dont l'enfant se projette dans l'avenir. Le processus d'accompagnement des projets de sortie de rue est géré par une Équipe Mobile d'Orientations (EMO), avec l'appui des personnes ressources dans les principales régions du Sénégal. Lorsque le projet aboutit à une orientation, en famille ou via un placement en institution, le Samusocial Sénégal assure un suivi rapproché.



Hébergement d'Urgence / Centre de jour

Le CHUSIP dispose d'une capacité d'hébergement de 30 places, dont 5 lits infirmiers. Il permet la mise à l'abri des enfants et des jeunes les plus en danger pour des raisons médicales et / ou psychologiques, ainsi que ceux qui sont dans une démarche de sortie de rue, notamment de renouvellement familial. Les enfants et jeunes qui sont hébergés dans le CHUSIP font l'objet d'une Ordonnance de Garde Provisoire (OGP) délivrée en audience par la Présidente du Tribunal pour Enfants. Le CHUSIP assure des soins via son cabinet médical professionnel et équipé. Il permet également un approfondissement du travail social initié en rue, une écoute et un accompagnement par une psychologue. L'hébergement vise également le repos en sécurité, permettant une remise en fonction du corps et l'engagement d'une démarche éducative avec des activités culturelles et artistiques. Un accueil de jour est également proposé pour les enfants et jeunes non hébergés, y compris pour les enfants malades orientés par les structures partenaires qui n'ont pas de compétences médicales.



Atelier poterie



Vainqueurs du tournoi de football soulevant la coupe



Actions de plaidoyer

Le Samusocial Sénégal est engagé au sein des réseaux en lien avec sa thématique d'intervention, et notamment le Comité Départemental de Protection de l'Enfant de Dakar.



Soutien aux associations partenaires

Le Samusocial Sénégal collabore avec les autres acteurs, publics comme privés, pour l'orientation des enfants et jeunes en fonction de leurs besoins, dans une optique de continuité de la prise en charge.

CHIFFRES CLÉS

- **1 342** bénéficiaires différents
Dont **1321** hommes/ garçons, et **21** filles/femmes
- **311** maraudes réalisées
- **476** personnes hébergées en centre Samusocial
- **5 969** consultations médicales / soins infirmiers
- **119** orientations vers un hébergement
- **2 027** entretiens sociaux (ou socio-éducatifs) réalisés
- **347** actes liés à de l'insertion sociale ou professionnelle (entretiens préparatoires ou de suivi avec la famille, médiation familiale, placement en formation professionnelle, accompagnement pour l'obtention de pièces d'état civil...)
- **52** sensibilisations avec un objectif de santé
- **229** sensibilisation avec un objectif de développement psychosocial ou éducatif
- **215** entretiens psychologiques
- **155** enfants, jeunes et femmes accompagnées dans des projets de sortie de rue ou d'insertion économique (renouement familial, formation, insertion professionnelle)

ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

Dans le cadre du **projet « Ne laisser aucun enfant sur le banc de touche »**, soutenu par la Fondation UEFA, des tournois de football inter-centre ont été organisés. L'objectif de ces tournois était de favoriser l'insertion sociale des enfants et jeunes vivant en rue en utilisant le sport comme vecteur d'intégration sociale. L'enjeu étant de leur permettre, par la pratique d'activités sportives, d'avoir plus confiance en eux, de rencontrer d'autres jeunes et de tisser des liens, de développer une identité positive, de prévenir la violence, d'intégrer des règles de vie. Cette activité a permis aux bénéficiaires, à travers le football, de profiter d'un temps récréatif et de loisirs mais aussi d'être sensibilisés sur les questions liées à la protection de leurs droits.

Le premier tournoi, organisé en avril 2025 avait regroupé des bénéficiaires issus de six centres d'accueil et d'hébergement d'enfants en situation de vulnérabilité. Il a été organisé en 2 journées et a vu la participation de 140 enfants. Un deuxième tournoi a été organisé en décembre. Il a permis la participation de 120 enfants issus de 5 centres d'accueil. Les 2 tournois ont vu la participation de 7 structures : le Samusocial mais aussi Solidarité pour les Enfants des Rues, le Centre Gindi dépendant du Ministère de la Famille, Village Pilote, Empire des Enfants, Académie New York, ENDA Jeunesse Action. Les enfants ont manifesté un intérêt particulier et une satisfaction sur l'organisation des matchs (entraînements et tournois).

RAPPORT FINANCIER

INTRODUCTION, FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

En 2025, le Samusocial International a soutenu et animé un réseau de partenaires porteurs de service de type « Samusocial » actifs dans 12 pays, dont 8 pays dans lesquels des partenaires ont bénéficié d'un appui soutenu du Samusocial International.

Le volume d'activités est en augmentation, de près de 10 % par rapport à 2024. Concernant les fonds alloués au soutien et au financement des actions portées par les partenaires à l'étranger, ils sont en augmentation de 8%, avec plusieurs variations de montants significatifs à noter : une augmentation des fonds alloués pour les actions au Sénégal (+47 K€) et dans une moindre mesure au Mali (+13 K€), ainsi qu'une diminution des fonds alloués pour les actions au Burkina Faso (-50 K€). Les coûts engagés pour la Roumanie augmentent significativement (+37 K€). Enfin, ce sont les coûts engagés pour le programme en Egypte qui ont le plus augmenté (+69 K€) par rapport à 2024.

Les frais de structure sont en baisse drastique. En effet, l'année étant marquée par de nombreux signaux défavorables pour le financement du secteur de la solidarité internationale, l'association a procédé à une réduction de ses effectifs. Il s'est agi, d'une part, de la fusion de deux postes (direction et direction des programmes) au moment du départ à la retraite de la Directrice sortante en janvier 2025, et d'autre part de la suspension du recrutement d'un remplaçant au poste de Responsable de la mobilisation des ressources privées, après le départ de la personne en poste en septembre 2025.

L'année a ainsi été clôturée avec un excédent de 68 004 € (6 349 € en 2024), avec un budget inférieur de près de 6% (102 K€) par rapport au budget prévisionnel validé en AG 2024, et en légère augmentation de 3% par rapport au budget réalisé en 2024.

Le montant des provisions est nul en 2025 du fait de la reprise des provisions constituées au titre de la dette du Samusocial Moskva sur les coûts des volontaires de solidarité internationale.

Le montant des subventions d'origine publique affectées à l'exercice est en baisse par rapport à 2024, et représente donc une proportion moins importante du budget annuel dans la mesure où le budget a augmenté par rapport à 2024.

La part de fonds publics est ainsi passée de 66% en 2024 à 53% en 2025. Le taux des subventions d'origine privée a, en revanche, augmenté, passant de 27% en 2024, à 33% en 2025. Les dons affectés à l'exercice sont en baisse de 9% par rapport à 2024 et ne représente que 3,8% des produits (contre 4,5% en 2024 et 10,5% en 2023).

Plus généralement :

- Les missions sociales représentent près de 85% du volume des emplois en 2025. Le volume de subventions et dons reversés aux partenaires Samusociaux locaux administrativement autonomes, est passé de 534 799 € en 2024 à 673 846 € en 2025.
- Les frais de fonctionnement, de recherche de financements, et les ressources humaines affectées à ces fonctions constituent les frais généraux du Samusocial International. Ils représentent, en 2025, 12,5% du budget total de l'année, en baisse par rapport à 2024.
- Le résultat positif de l'année est dû au bon taux de couverture des frais généraux par les subventions et aux autres produits de gestion courante, et permet de préserver une partie des dons reçus pour une utilisation extérieure.

BILAN SIMPLIFIÉ 2025

ACTIF	NET 2025	NET 2024	PASSIF	NET 2025	NET 2024
ACTIF IMMOBILISE	7 023	9 946	FONDS PROPRES	166 802	98 799
Concessions, brevets et droits associés	245	478	Report à nouveau	98 798	92 450
Autres immobilisations incorporelles			Résultat de l'exercice	68 004	6 349
Autres immobilisations corporelles	3 589	6 279	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-	17 830
Immobilisations financières	3 189	3 189	Provisions pour risques et charges	-	17 830
ACTIF CIRCULANT	2 718 603	2 613 600	FONDS DEDIES	50 474	27 004
Créances			Fonds dédiés sur subventions et dons	50 474	27 004
Clients, usagers et comptes rattachés	1 996 444	2 083 317	DETTES	121 891	221 248
Autres créances	12 651	23 103	Emprunts et dettes auprès des etabl. de crédits		
			Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57 322	50 406
Disponibilités	709 508	507 180	Dettes fiscales et sociales	54 594	75 688
			Autres dettes	9 974	95 154
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	7 633	35 407	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	2 394 093	2 294 074
TOTAL DE L'ACTIF	2 733 259	2 658 954	TOTAL DU PASSIF	2 733 260	2 658 954

COMMENTAIRES SUR LE BILAN

• À l'actif,

Les **immobilisations** brutes sont stables, aucun achat significatif d'immobilisations n'ayant été réalisé.

Les **créances** baissent légèrement par rapport à celles de 2024. Les créances sont essentiellement constituées des produits restant à recevoir, qu'il s'agisse du total des subventions restant à recevoir ou des quoteparts de subventions reçues par les partenaires Samusociaux, qu'ils doivent reverser au SSI.

Le niveau de trésorerie à fin décembre 2025 est supérieur à celui de décembre 2024, du fait de la réception de tranches de financements significatifs.

Les **charges constatées d'avance** intègrent les subventions reversées aux Samusociaux partenaires non utilisées localement au 31 Décembre 2025 (Burkina Faso, Pérou). Elles intègrent également diverses charges (assurances, abonnements) dont une partie concerne l'année 2025.

• Au passif,

Les **fonds dédiés** sur subventions sont quasi inexistant cette année, essentiellement constitués de soldes de fonds de mécénat privé pour l'Egypte. Les soldes de fonds dédiés sur dons fléchés augmentent significativement.

Les **provisions pour risques et charges** sont nulles du fait de la reprise des provisions constituées au titre de la dette du Samusocial Moskva sur les coûts des volontaires de solidarité internationale.

Les **dettes fournisseurs et comptes rattachés** sont constitués essentiellement des factures non parvenues d'honoraires de clôture et de vérification des comptes 2024 et 2025, de fournisseurs réguliers et des charges fiscales et locatives de 2025.

Les **dettes fiscales et sociales** sont réduites, du fait de la réduction de l'effectif.

Les **autres dettes** sont essentiellement constituées des soldes de subventions à reverser aux Samusociaux nationaux au titre de l'année 2025.

Les **produits constatés d'avance** sont en légère augmentation, ils correspondent aux conventions pluriannuelles signées en 2023, 2024 et 2025, mais dont l'utilisation est répartie sur plusieurs exercices (AFD Convention programme, AFD pour le Pérou et l'Egypte, Fondation Carrefour, Sawiris et UE pour l'Egypte, Fondation UEFA pour Roumanie).

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	69 527	69 527	76 493	76 493
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	722 753		471 722	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	953 682		1 068 750	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	17 830	-	8 077	-
5 - UTILISATION DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	19 786	7 291	2 084	-
TOTAL	1 783 576	76 818	1 627 125	76 493
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSION SOCIALES	1 570 294	28 697	1 351 130	52 538
2 - FRAIS DE RECHERCHES DE FONDS	57 808	2 462	61 807	3 696
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	40 571	2 402	196 708	14 441
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	3 643			
5 - IMPOTS SUR LES BENEFICES				
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L EXERCICE	43 256	43 256	11 132	5 818
TOTAL	1 715 572	76 818	1 620 776	76 493
EXCEDENT OU DEFICIT	68 004	-	6 349	-

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	7 253	7 253	12 203	12 203
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	26 837		17 698	
TOTAL	34 090	7 253	29 901	12 203
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	32 494	5 656	21 653	3 956
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	1 597	1 597	8 248	8 248
TOTAL	34 090	7 253	29 901	12 203

85% des emplois sont consacrés à la réalisation des missions sociales de l'association.

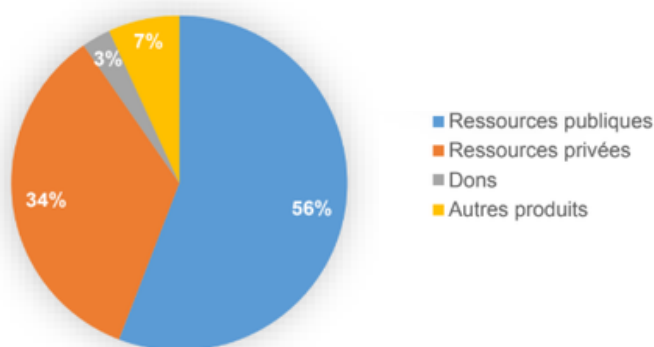
Répartition des emplois



Les **coûts liés à la recherche de fonds** sont liés à la prospection de financements d'origine publique et privée ainsi qu'à la gestion des dons reçus. Ils sont constitués d'une partie des coûts salariaux de la directrice et de la responsable de la mobilisation des ressources privées ainsi que de frais de déplacements. Ces coûts sont répartis au prorata du montant des différentes catégories de ressources collectées durant l'année.

Les **frais de fonctionnement** sont liés à la gestion comptable et administrative de l'association, aux redevances locatives, à la direction, et aux activités de secrétariat juridique et de fonctionnement des instances de gouvernance.

Origine des ressources



Par ailleurs, en 2025, l'association a continué à bénéficier de dons en nature effectués par des entreprises ou encore des particuliers, qui donnent de leur temps dans des missions bénévoles. Les contributions volontaires en nature s'élèvent à 34 K€ contre 29 K€ en 2024.

Les contributions en nature dédiées aux missions sociales sont les suivantes :

- L'assurance rapatriement des expatriés de SSI est offerte par International SOS.
- Le programme Miles Flying Blue permet au SSI, depuis 2025, de bénéficier des miles reversés afin d'acheter les billets d'avion nécessaires au déplacement des équipes en payant un prix réduit.
- Une bénévole appuie le département des ressources techniques, contribuant à l'assistance technique continue aux dispositifs Samusociaux, aux échanges et séminaires techniques inter-pays et aux capitalisations.
- Cette année également, le cabinet d'avocat qui se charge de renouveler l'enregistrement de la marque Samusocial, a offert sa prestation pour la réalisation de cette démarche.

Enfin, une bénévole appuie le Samusocial International sur les questions liées à la gestion des dons, aux questions juridiques et aux procédures de contrôles imposées aux associations, et contribue en nature au fonctionnement courant.

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1. MISSIONS SOCIALES	28 697	52 538	1. Ressources collectées auprès du public	69 527	76 493
1.1 Réalisées en France	0	0	1.1 Cotisations sans contrepartie	900	800
- Missions réalisées par l'organisme	0	0	1.2 Dons et legs et mécénats	68 627	75 693
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	0	0	- Dons manuels	68 627	75 693
1.2 Réalisées à l'étranger	28 697	52 538	- Legs, donations et assurances vies	0	0
- Missions réalisées par l'organisme	26 728	50 687	- Mécénats	0	0
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	1 969	1 851	1.3 Autres ressources liées à l'appel à la générosité du public	0	0
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	2 462	3 696			
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	2 462	3 696			
2.2. Frais de recherche d'autres ressources					
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2 402	14 441			
TOTAL DES EMPLOIS	33 561	70 675	TOTAL DES RESSOURCES	69 527	76 493
4. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			5. REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5. REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	43 256	5 818	6. UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	7 291	0
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	76 818	76 493	TOTAL	76 818	76 493
				EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
			(*) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	0	0
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024		EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
Réalisées en France	5 656	3 956	Bénévolat	7 253	12 203
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature		0
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	0	0	Dons en nature		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	1 597	8 248			

PERSPECTIVES POUR 2026

Le budget prévisionnel 2026 est en légère baisse par rapport à celui de 2025, du fait de la réduction de l'effectif. Il tient compte du contexte budgétaire contraint et notamment de la baisse du soutien public français aux activités transversales du Samusocial International. 88% des ressources requises pour couvrir le budget 2026 sont d'ores et déjà acquises ; 7% des fonds restant à sécuriser font l'objet de demandes de financement déjà déposées et les 5% restants pourront notamment être couverts par les fonds dédiés liés à la générosité du public.

REMERCIEMENTS

Nous souhaitons d'abord remercier chaleureusement nos donateurs particuliers pour leur soutien. Leur appui est plus que jamais essentiel à la mise en œuvre des activités du SSI et de ses partenaires. Alors que la multiplication des conflits et la hausse de la pauvreté ne cessent de faire croître les besoins, les acteurs de la solidarité sont confrontés à d'importants obstacles financiers. Dans ce contexte, l'engagement de nos donateurs illustre une solidarité précieuse et indispensable à la poursuite de nos actions.

Le Samusocial International tient également à adresser ses sincères remerciements aux fondations, associations, fondations d'entreprises et entreprises mécènes qui rendent possible la mise en œuvre de ses projets : AlexBank, Comité de Jumelage Lissieu-Bagassi, Fondation Bel, Fondation d'Entreprise Carrefour, Fondation Cuomo, Decathlon, Fondation Isacchi Samaja, Fondation Mérieux, Fonds L'Oréal pour les Femmes, Fondation RATP et RATP Dev Cairo, Total Egypte, Fondation UEFA pour l'Enfance, Fondation Wavestone, Fondation Sawiris, ORA. Nous remercions également chaleureusement la Fondation Air France de nous permettre de bénéficier du programme de don de Miles *Flying Blue*.

Le Samusocial International ne pourrait mener à bien ses missions sans le soutien de ses partenaires publics : l'Agence Française de Développement, la Direction de la Coopération Internationale de Monaco, le Centre de Crise et de Soutien, la Commission européenne, la Métropole de Lyon.

Nous remercions également tous les partenaires qui ont soutenu le Printemps des Artistes, l'Ambassade de France en Egypte, Caire Accueil ainsi que les entreprises qui ont sponsorisé l'événement.

Partenaires publics :



Partenaires privés :

